
WIDENER
HN NNMH $


VE RI TAS

LE

SOCIALISME

VOILA

L'ENNEMI !

PAR

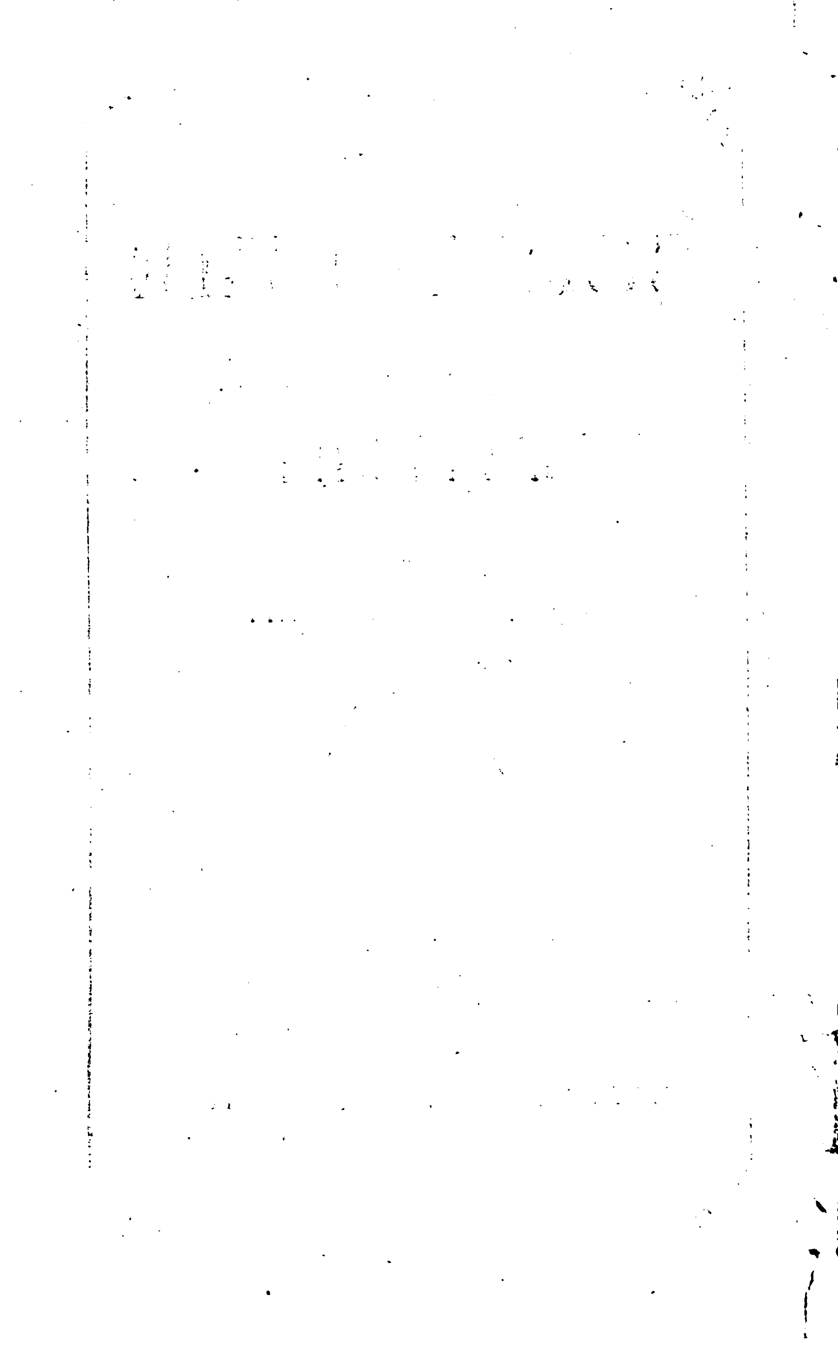
LOUIS DECORSANT



PARIS

RETAUX-BRAY, LIBRAIRE-EDITEUR
82 RUE BONAPARTE, 82





LE SOCIALISME

VOILA

L'ENNEMI !

5302. — ABBEVILLE, TYP. ET STÉR. A. RETAUX. — 1891.

LE

SOCIALISME

VOILA

L'ENNEMI !

PAR

LOUIS DECORSANT



PARIS

RETAUX-BRAY, LIBRAIRE-ÉDITEUR

82, RUE BONAPARTE, 82

—

1891

A MON CHER MAITRE

CLAUDIO JANNET

JE DÉDIE CES MODESTES PAGES

INTRODUCTION

Les désordres qui affligérent jusqu'au seizième siècle l'Europe, ne l'avaient point arrêtée dans la marche de progrès et de prospérité où le christianisme la dirigeait, lorsque la Réforme parut et précipita les peuples dans les chemins de la perdition (1).

A l'autorité, qui est une base nécessaire de la foi religieuse et sociale, on substitua le libre examen, mettant ainsi la raison humaine au lieu et place de l'intelligence divine. L'homme devint l'ennemi de l'homme, parce que chacun étant devenu de droit souverain politique et religieux, chacun prétendit de fait à l'empire et s'efforça d'établir le règne de sa raison et de son pouvoir particulier.

C'est de là que sortirent, sous l'influence de Rousseau, la servitude politique et l'anarchie religieuse. L'Etat représentant le nombre, voulut que le droit et la vérité trouvassent en lui leur source, et cette maxime favorisa singulièrement l'établissement du Socialisme (2). Si le peuple en effet, est souverain pour faire des lois politiques et religieuses ; pourquoi ne le serait-il pas aussi pour régler la distribution de la propriété, l'organisation du travail et ses rapports

(1) Balmès, Protestantisme comparé au christianisme. Elan universel de la civilisation contrarié par l'apparition du protestantisme.

(2) D'après la Révolution, *le nombre et la somme des forces sont la seule sonrce du droit.*

avec le capital (1)? Ainsi, après la profanation de l'autel et le renversement du trône, on devait chercher et l'on chercha en effet, à détruire les assises du foyer domestique. Plus de Pape! avait-on dit, on osa bientôt dire plus de Christ! plus de Dieu! enfin plus de Société! O raison humaine, chacune de tes négations conduisit à une négation nouvelle ; et les sectes révolutionnaires en vinrent à jeter ces cris pleins de rage et de menaces, dont elles firent comme leur mot d'ordre : Dieu c'est le mal ; le gouvernement c'est l'anarchie ; le droit c'est la force; le bourgeois c'est l'ennemi et la propriété c'est le vol!

Peu de gens connaissent assez de quel fléau Dieu nous a voulu châtier. « C'est une peste mortelle, dit le souverain Pontife, Léon XIII, qui se glisse à travers les membres les plus intimes de la société et qui la conduit à sa perte ; et il n'y a point de vertu dans les lois humaines, ni dans les répressions des magistrats, ni dans les armes des soldats qui puisse détourner le Socialisme. Les hommes ne sauront y porter remède qu'en hâtant le retour des individus et de la société vers Jésus-Christ (2) ».

(1) La formule du droit moderne a été posée dans un congrès de l'Internationale : « Après avoir proclamé en 1789 la souveraineté politique du peuple, il faut maintenant réaliser sa souveraineté économique, a-t-on dit. — En 1865 au congrès de Liège un orateur disait : « Qu'est-ce que la Révolution? C'est le triomphe du travail sur le capital, de l'ouvrier sur le parasite, de l'homme sur Dieu. Voilà ce que nous voulons. Voilà la révolution sociale que comportent les principes de 89, les droits de l'homme portés à leur dernière expression ». . M. Le Play n'a cessé de condamner ces principes destructeurs qu'il appelait les faux dogmes de 1789: la bonté native des hommes, la souveraineté du peuple, le droit à l'insurrection et à l'infaillibilité personnelle.

(2) Encyclique *Quod apostolici*. – Constitution. *misericors Deus*

La question présente n'est pas une question de l'homme à l'homme, mais une question de l'homme à Dieu et pour la résoudre il y faudra Dieu lui-même avec les foudres de sa colère, les eaux bienfaisantes de sa miséricorde et la semence féconde de sa parole.

Le Socialisme est désormais jugé en droit, et son histoire n'est plus à faire.

Mgr Freppel dans ses discours, le Père Félix dans ses conférences, le chanoine Winterer dans ses brochures, les ouvrages de M. le Play, de M. Keller, de M. Lucien Brun et de M. Claudio Jannet ont fait pleine lumière sur ce grave sujet.

Frédéric Ozanam en établissant les conférences de Saint-Vincent-de-Paul, le comte Albert de Mun en créant les cercles ouvriers, M. Harmel en organisant l'usine chrétienne, le père Ludovic de Besse en fondant une banque populaire, les Pères de l'Assomption par la publication de leur journal, *la Croix*, l'abbé Garnier par son éloquente parole, les *Petites Sœurs de l'ouvrier* (1) qui sont les véritables amies de la population des usines, ont travaillé le

(1) Les *Petites Sœurs de l'ouvrier* fondent pour les jeunes filles des maisons de famille, où celles qui n'ont pas de parents reçoivent le logement et la nourriture au prix de revient, où toutes les ouvrières peuvent trouver un patronage le dimanche et le soir Elles garantissent la moralité dans les ateliers de femmes sans empiéter sur les attributions des contre-maîtres ni prendre aucune responsabilité quant au travail; elles font l'école, tiennent la pharmacie, et le dispensaire, visitent les malades, dirigent les congrégations de femmes et de jeunes filles. Leur institut a été fondé sous la direction de Mgr l'évêque de Grenoble. La maison-mère se trouve à Voreppe (Isère). C'est dans le nord surtout qu'elles ont été demandées. Elles se préparent à leur mission par une formation religieuse très-forte.

plus efficacement à combattre l'horrible chancre qui nous dévore. On pourra multiplier les œuvres, il faudra toujours les ramener à ces institutions maîtresses que des clercs et des laïques si éminents ont fondées de toutes parts, avec leur foi en Dieu et leur amour des hommes.

« Nous touchons, dit Joseph de Maistre, à la plus grande des époques religieuses, où tout homme est tenu d'apporter, s'il en a la force, une pierre pour l'édifice auguste dont les plans sont visiblement arrêtés. La médiocrité des talents ne doit effrayer personne. L'indigent qui ne sème dans son étroit jardin que la *menthe*, l'*aneth* et le *cumin*, peut élever avec confiance la première tige vers le ciel, sûr d'être agréé autant que l'homme opulent qui, du milieu de ses vastes campagnes, verse à flots dans les parvis du temple la *puissance du froment* et le *sang de la vigne* (1). » Ces paroles nous ont décidé à publier ces pages.

Rappeler les origines du Socialisme, et déterminer sa nature; raconter son histoire, en marquer les progrès; faire connaître à quoi tendent ses doctrines et quel remède on y peut apporter, ce sera le plan de cette brochure.

(1) Discours préliminaire, le Pape.

LE SOCIALISME

VOILA

L'ENNEMI !

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU SOCIALISME, SA NATURE

Lorsqu'aux environs de 1830, le Socialisme parut dans notre pays, il s'annonçait comme une réforme. La destruction de la société chrétienne, au dernier siècle, avait livré le peuple à l'impiété et à la misère ; et séparés de l'Église, privés des liens sociaux qui s'étaient lentement formés sous ses auspices, les hommes ressentaient, plus vivement que jamais, ce besoin de s'unir qui fait le fond de leur nature ; ils voulaient un avenir meilleur, un bien être et un bonheur inconnus, ils aspiraient à la justice. Les humanitaires d'alors, poètes et philosophes, entreprirent d'exploiter à leur profit ces nobles aspirations ; ils promirent, en dehors de l'Église, une régénération du monde, telle qu'on ne l'avait jamais vue : « une restauration de l'harmonie brisée par les antagonismes séculaires (1). »

Ce n'était qu'un rêve, les Allemands en firent une

(1) Paroles de l'époque citées par le P. Félix.

doctrine. «C'est chez eux, que le Socialisme établit son quartier général et qu'il fit son éducation philosophique et scientifique (1). » En présence des abus du capital et de l'exploitation industrielle, par suite de la libre concurrence, Karl Marx inventa un système qui tendait « à transformer le capital privé, en un capital collectif unique (2), » et à faire de l'État l'unique propriétaire, le caissier universel, l'unique pourvoyeur des hommes. Méconnaître les droits de la personne humaine, pervertir la nature au lieu de la diriger, empirer les choses sous l'apparence d'y porter remède, ce fut là son œuvre. Mais de renverser les principes qui sont la garantie de l'ordre social, sous le prétexte des abus que leur application peut entraîner, n'est-ce pas là métier de sophiste? « C'est un fait digne de la plus sérieuse considération que tous les empires dont l'histoire nous est connue et que le temps et la prudence avaient affermis ont été renversés par des sophistes (3). »

Le Socialisme qui avait été un rêve dont on avait fait une doctrine, par l'impiété, l'amour des plaisirs, le despotisme des États commença d'être réalisé; « la logique des nations était aussi rigoureuse que la vérité même de Dieu (4). »

En face du matérialisme de la science et de l'économie politique moderne, de la presse impie et libérale, du théâtre sans pudeur, des livres infâmes, des images obscènes et diffamatrices de l'autorité et de la religion, des lois athées, des écoles neutres, des mariages

(1) Discours du député catholique Jœrg au parlement allemand en 1878.
(2) Docteur Schaefflé.
(3) *Essai sur l'indifférence* par Lamennais.
(4) *I'rm.*

civils et des couvents fermés, on comprend que les socialistes aient nié Dieu, rejeté l'immortalité de l'âme, méprisé les espérances de la vie future et cherché le paradis sur la terre (1).

En face de cet État tout-puissant qui veut que tout pouvoir relève de lui, qui prétend dissoudre tout corps autonome et toute association indépendante; en face de ses empiétements sur la transmission de la propriété, de ses exigences fiscales et des spoliations dont l'Église a toujours été victime; en face de cette manie égalitaire, de ces haines de partis, de ces armements qui épuisent les peuples, on ne s'étonne pas que les socialistes veuillent détruire « la propriété individuelle pour y substituer la propriété collective, faire de l'État l'unique possesseur du sol et des instruments de travail, ne laisser subsister aucune inégalité sociale ou politique, aucune hiérarchie de droits ni de pouvoirs, supprimer les armées permanentes, effacer les frontières, faire table rase de toutes les institutions juridiques, civiles et religieuses pour reconstruire la société sur de nouvelles bases (2). »

Que l'on songe à la passion du plaisir qui entraîne aujourd'hui le monde; à la cupidité qui le possède; au

(1) Le *Vooruit de Gand*, journal socialiste, au journal *la Flandre libérale* « C'est vous qui nous avez appris à maudire l'Eglise, c'est vous qui nous avez fait prêter le serment d'Annibal contre une société infectée de misère et de catholicisme, c'est vous qui nous avez mis en main les Déclarations des droits de l'homme, les livres d'Edgard Quinet et d'Eugène Süe, c'est vous enfin qui nous avez inculqué les principes dont nous déduisons les conséquences, continuez votre œuvre, fondez des écoles neutres, des patronages libéraux, vous multipliez en réalité des pépinières de socialistes. » Cité au congrès catholique de Liège, 8 septembre 1890.

Proudhon voulait que l'économie politique fût le pivot de la civilisation, elle qui donnait alors pour but à l'homme la richesse et la consommation.

(2) Mgr Freppel, Instruction sur le Socialisme. T. VI,

luxe sans frein dont il étourdit son ennui et d'autre part au dénûment, aux privations et aux angoisses du pauvre. Que l'on sache bien que la misère de l'un paie le faste de l'autre et que cette accumulation des capitaux, ce scandaleux agiotage, ces désastres financiers dont s'enrichissent les habiles se font aux dépens de celui qui travaille et que l'on frustre ainsi du fruit de son labeur. Comment les masses, perverties et devenues folles, ne revendiqueraient-elles pas pour tous la même part à tous les biens et à toutes les jouissances? Comment ne demanderaient-elles pas la mort de ces riches attablés à ce festin où sont écrites déjà les menaces de la malédiction divine?

C'est l'odieux de ces injustices qui a fait du Socialisme une haine aveugle, sourde, cruelle et fratricide qui s'attaque à l'homme de gouvernement, au soldat, au propriétaire, au magistrat et surtout au prêtre; et c'est en face des résistances et des répressions nécessaires qu'on lui oppose, qu'il s'exalte jusqu'à la rage, conspire la destruction des sociétés et cherche à ramener sur la terre le désordre et la barbarie.

Aidés des juifs et des francs-maçons, juifs et francs-maçons pour la plupart, les socialistes sont partout et toujours les mêmes, « en Amérique comme en Europe, aujourd'hui comme hier (1).» Trouvant leur appui dans la presse, l'argent, le nombre et dans une organisation parfaite, ils sont prêts « à recourir aux explosions violentes, à la hache, et aux fusils pour abattre tout ce qui est debout dans l'ordre civil et religieux (2). »

Irréconciliables enfin, c'est leur mot, ils ne s'apaiseront pas, « jusqu'à ce que le sillon que les tyrans ont creusé entre eux et les travailleurs ne soit comblé par

(1) Discours socialistes.
(2) Journaux socialistes.

les cadavres des uns ou des autres (1). » Et, ce qui poussera toujours les socialistes à de tels excès, ce sont les erreurs qui leur sont propres, et que l'on peut nommer « les erreurs sociales par excellence (2). » Depuis soixante ans ils les professent à l'usine, à l'atelier et à la ferme.

Si le bien est dans l'homme, comme le disait Rousseau, et le mal dans la société ; s'il n'y a point d'enfer dans l'autre monde, et si le paradis est sur la terre comme l'affirmait Saint-Simon, le développement des instincts pervers, l'assouvissement des appétits grossiers deviendront légitimes, « et le jour où cette illusion sera crue de tous, le sang jaillira même des rochers et la terre deviendra un enfer (3). » A qui veut jouir il ne faut point de maître, car qui se soumet consent à des sacrifices nécessaires ; la jouissance conduit elle-même à l'égoïsme, à l'anarchie ?

Voilà les origines du Socialisme, telle est sa nature, voilà les causes générales qui ont favorisé ses progrès. « Résumé des erreurs de dix-huit siècles (4), » il a pour principe la négation, et pour fin la ruine. Suivant les religions, les lois, les mœurs, les conditions économiques et sociales que rencontrent ses doctrines, le Socialisme a pris des aspects divers. Plus impatient de triompher, fût-ce par les moyens violents, dans les pays latins, il se montre, chez les races germaniques, plus ami des moyens lents et sûrs. Ses adeptes se conforment aux temps et aux lieux, modifiant leur tactique, tantôt se dissimulant, tantôt redressant la tête, avançant toujours et entraî-

(1) Comité central de Londres, le 13 juillet 1871.
(2) Le P. Félix : *Socialisme devant la société.*
(3) Donoso Cortès.
(4) Abbé Winterer, congrès le Liège.

nant après eux de nombreux partisans. Quelques gouvernements l'ont méprisé d'abord, d'autres ont cru facilement le réduire, tous aujourd'hui tremblent devant lui; les concessions le fortifient et les répressions l'exaspèrent. Il a trouvé partout des champions infatigables qui ont mis à son service le génie de leur nation et ont dirigé ses destinées.

Le Français prête à ses doctrines la lucidité de son esprit et l'ardeur de ses sentiments; il ne va point donner dans des solutions impossibles, mais il n'a point de repos qu'il n'ait mis toute théorie en action. Peuple de soldats et d'apôtres, les Français veulent vivre et mourir pour une idée et s'efforcent d'y entraîner les autres. Est-elle fausse, ils s'y obstineront jusqu'à la ruine, quand elle est juste ils la porteront avec eux jusqu'aux cîmes. Leur plus grand docteur socialiste fut Proudhon, un écrivain d'une logique impitoyable, qui enseigne dans ses livres l'*anarchie ;* et leur conspirateur le plus fameux fut Blanqui, un enthousiaste qui passa sa vie dans les prisons.

Chez l'Allemand, au contraire, les doctrines et les faits semblent se contredire. L'Allemand rêve à perte de vue, mais il agit avec une sagesse toute positive ; il est audacieux dans ses pensées, mais sa conduite est pleine de réserve et de circonspection. Doué d'un calme imperturbable, il est tenace ; il ne crée pas, mais il a le talent de l'organisation. Karl Marx attendit vingt années pour fonder l'Internationale, l'œuvre maîtresse de sa vie ; et pour conserver son autorité, défier la surveillance des gouvernements, venir à bout des discussions de ses adeptes, il transporta au-delà des mers le siège de son association. Quelle patience il fallait pour organiser cette ligue des ouvriers de tous les pays, malgré la différence

des peuples, leurs rivalités et les distances, pour arriver à la seule fin d'émanciper les ouvriers par l'action cachée, toujours lente, mais sûre de la politique!

« Grattez l'épiderme du Russe, disait Napoléon, vous trouverez le Tartare. » Voyez Bakounine : il n'est arrêté ni par montagnes ni par précipices, il traverse les fleuves et les mers, il est en Allemagne, en Autriche, il s'évade de la Sibérie, il passe au Japon, il arrive en Amérique, en Angleterre, il soulève la Suisse, il remue la France. Les lois, les usages, la morale ont en lui un adversaire impitoyable, il ne vit que pour détruire et, chose étrange, il agit dans l'ombre, il n'est point sincère, il sert deux causes à la fois : le Panslavisme et le Socialisme ; il a la ruse de la bête fauve.

L'Anglais fait connaître assez son égoïsme dans la politique de son pays ; il calcule comme l'Américain, il est froid et réfléchi, il se tient en défiance, il demande d'abord des faits et ne se rend qu'aux résultats ; voici qu'il va se donner enfin, mais déjà il se retire, vous le croyez vôtre, il est toujours anglais. L'histoire des *Trade's unions* qui passent à l'Internationale et qui s'en détachent ensuite prouve au prix de quelles peines le socialisme allemand a gagné le prolétariat d'Angleterre.

Plus emportés, le Belge et le Suisse vont avec bruit et sans discipline, ils ont la manie du blasphème comme l'Italien qui donne à ses journaux des noms terribles : la *Canaille*, le *Pétrole*, *Satan*, *Lucifer*. Mais l'Italien est un conspirateur, il cède à des tendances plutôt politiques que sociales et il se rencontre ainsi avec les partis extrêmes d'Autriche et d'Espagne. Dans ces pays en effet, le Socialisme anarchiste a fait d'effrayants progrès ; et rien n'a mieux rappelé à l'Europe la Com-

mune de Paris que *l'insurrection cantonaliste* d'Espagne où le fer et le feu servaient d'armes au peuple en fureur.

C'est à l'ouvrier que le Socialisme s'est adressé surtout. Le paysan est lent à s'émouvoir et sauf lorsque ses terres sont grevées d'hypothèques, il ne passe guère au camp de la révolte. Maintefois, le Socialisme s'est emparé de sociétés entières qui se sont faites ses affiliées. Il les a unies entre elles, il les a façonnées à sa mode comme il a fait pour les cercles en Allemagne, en Autriche et en Suisse, comme il tenta de le faire pour les *Trade's unions* en Angleterre et les sociétés d'Amérique; mais sa grande armée fut l'Internationale dont nous allons raconter l'histoire.

CHAPITRE II

HISTOIRE DE L'INTERNATIONALE

C'est vers 1830, que les prolétaires de tous pays commencèrent à vouloir pour eux une part dans le monde politique. Ils s'étaient tous organisés, et des mouvements d'insurrections s'étaient faits en France, en Angleterre, en Suisse et en Allemagne, lorsqu'en novembre 1847, dans une conférence de socialistes allemands, réunie à Londres, Karl Marx et Frédéric Engels publièrent, pour la première fois, un manifeste dans le but d'organiser une ligue générale des ouvriers, et de renverser la domination du capital. « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* », tel était leur dernier mot.

La Révolution de 1848 fit échouer le congrès international de Bruxelles, que les socialistes avaient convoqué, lorsqu'ils étaient à Londres; mais en 1862, l'Exposition universelle donna aux ouvriers anglais l'occasion de conclure un pacte d'alliance avec les ouvriers du continent.

Depuis 1859, les associations ouvrières de la Grande-Bretagne n'avaient pas cessé de faire des manifestations bruyantes, pendant les guerres d'Italie, du Mexique et du Schleswig-Holstein, lorsque Napoléon III permit aux ouvriers de Paris, d'envoyer des délégués à Londres, à l'ouverture de l'Exposition, et au moment de l'insurrection polonaise. L'un des chefs des *Trade's unions*, G. Odger, en profita pour traiter la question ouvrière et dans une adresse aux *frères de France*, il appuya sur *la nécessité de réunir des congrès généraux d'ouvriers*. Cet appel fut entendu et le 28 septembre 1864, à Saint-Martin's Hall, une grande assemblée d'ouvriers délibérait sur les intérêts communs des prolétaires, nommait à Londres un comité permanent pour élaborer les statuts d'une *Association internationale des ouvriers*, et décidait que le projet du comité serait soumis à un congrès qui se réunirait à Bruxelles, l'année 1865.

La ligue que Karl Marx avait rêvée était fondée ; il en fut le législateur. Il fit d'abord écarter les statuts de Mazzini qui réclamait une centralisation telle, que toute initiative eût été rendue impossible aux associations locales; puis il présenta lui-même une adresse et des statuts que le comité de Londres adopta et que le congrès de Genève ratifia en 1866. Marx conservait la direction centrale, mais il accordait certains droits aux associations particulières, n'organisant en définitive qu'une sorte de

ligue fédérative. Parlant dans son adresse de la profonde misère du peuple, il marquait pour but à l'Internationale l'abolition du salaire, l'affranchissement du travail, en un mot, l'émancipation de la classe ouvrière moyennant qu'elle parvînt à diriger la politique. Les articles des statuts ne pouvaient être modifiés que par un congrès général, dont les réunions auraient lieu tous les ans. Ce congrès prenait toutes les mesures qui pourraient servir à leur commune action, et nommait à l'élection le Conseil général de l'association. Mettre en rapport les associations des diverses contrées les unes avec les autres; s'enquérir de la situation des ouvriers de l'Europe; soumettre tous les projets à la délibération des associations nationales ou locales : tel était le rôle du Conseil général. Tout membre de l'Internationale qui changeait de pays, avait droit à l'assistance fraternelle des ouvriers confédérés.

De 1864 à 1870, les débuts de l'Internationale furent pénibles, quoique ses progrès fussent très réels : il ne fallait point que l'attention des gouvernements fût éveillée. Ces progrès se firent voir dans les différents congrès.

A Genève, en 1866, on s'occupa des salaires, de la durée du travail, des enfants et de leur éducation professionnelle. Il fallait, disait-on, arriver à l'avenir, à la coopération libre, et l'action principale dans l'Etat devait revenir non plus aux capitalistes, mais à la classe ouvrière.

Au congrès de Lausanne, les délégués allemands, anglais, américains, se prononcèrent pour que l'Etat fût propriétaire collectif; les délégués français s'y opposèrent, mais souhaitèrent pourtant que toutes les voies de transport et de communication devinssent la

propriété exclusive de l'Etat, afin que prît fin le monopole des grandes sociétés financières.

Le congrès de Bruxelles, en 1868, recommanda aux ouvriers de réclamer des garanties lorsqu'une nouvelle machine était adoptée, et reconnut les grèves comme une nécessité de circonstance. Il conseilla aux ouvriers de cesser le travail aussitôt qu'une guerre commencerait, afin qu'il y eût à l'avenir la *grève des peuples contre la guerre*. En affirmant que le *travail a droit à son produit intégral*, le congrès de Bruxelles vota les propositions communistes, écartées au congrès précédent. Mines, biens-fonds, canaux, routes, télégraphes, forêts, devaient appartenir à l'Etat.

Le congrès de Bâle définit, pour ainsi dire, le dogme fondamental du Socialisme, en déclarant qu'il appartient à la société d'abolir la propriété et de la transformer en une propriété collective.

Bakounine avait présenté au *congrès de la Paix et de la Liberté*, à Berne, un programme d'athéisme infâme et qui n'était qu'un tissu de blasphèmes; l'Internationale ne voulut point aborder directement dans ses congrès la question religieuse, mais elle manifesta assez ses tendances impies en demandant que l'instruction chrétienne fût supprimée. La dernière parole que prononça, pour clore le congrès de Bruxelles, le membre du Conseil général, Eugène Dupont, fut d'ailleurs, une insulte à la religion.

Jusqu'en 1870, Karl Marx avait dirigé sans obstacle la ligue des ouvriers. Par un premier manifeste daté de Londres, et qu'il dut inspirer, le Conseil général déclara que la guerre de France n'était pour l'Allemagne qu'une guerre défensive ; mais après la révolution du 4 septembre, un second manifeste parut, qui

engageait les ouvriers à intervenir pour qu'elle ne devînt pas une guerre de conquête.

A la veille de la Commune, Karl Marx pensa provoquer un soulèvement socialiste dans toute l'Europe, Vogel de Falkenstein, en arrêtant les chefs socialistes allemands, fit échouer cette tentative. Marx ne perdit pas courage, il admit au sein du Conseil général, à la conférence de Londres en 1871, des membres fugitifs de la Commune ; et comme les événements de Paris avaient découvert les faiblesses de l'organisation internationale des ouvriers, une meilleure discipline fut établie dans la presse ; on recommanda les associations fondées sur les métiers ; on s'occupa d'entraîner la population agricole, et l'on défendit aux sections de donner des titres qui pûssent provoquer une scission ; on imposa une contribution annuelle de deux sous pour subvenir aux dépenses du Conseil général, et l'on proclama qu'il était nécessaire de mettre la main sur le pouvoir.

La direction de l'Internationale était aux mains de Odger, président du Conseil général ; de Karl Marx, secrétaire général et correspondant pour l'Allemagne et la Russie ; d'Eugène Dupont pour la France ; de Serrailler pour la Belgique, la Hollande et l'Espagne ; d'Hermann Yung pour la Suisse ; de Giovanni Bora pour l'Italie ; d'Antoine Zabiki pour la Pologne ; de James Cohen pour le Danemarck ; d'I.-G. Eccarius pour l'Amérique.

L'Internationale comptait trente et une feuilles accréditées en Europe. Les contributions étaient soldées par toutes les sections ; l'Allemagne se trouvait seule en retard. Il y avait des bureaux de correspondance à Paris, Lyon, Rouen, Marseille, Saint-Etienne, Genève,

Neufchâtel, Bâle, Bruxelles, Londres, Leipzig, Cologne, Mayence, Vienne, Naples, Florence, Barcelonne, New-York.

C'est alors que le congrès de la Haye s'ouvrit en 1872. Karl Marx, malgré les attaques les plus vives de ceux qui voulaient secouer son joug et qui l'appelaient maintenant par mépris le *juif allemand*, fit accepter tous ses projets et sauva son œuvre qui courait alors de grands dangers par les dissensions qui la déchiraient. On lui avait fait de vifs reproches de l'autorité que le Conseil général s'était arrogée, il fit comprendre que pour lutter contre le capital, il était besoin d'une direction forte et puissante.

Bakounine et ses adeptes les plus exaltés furent, comme on le dit alors, excommuniés, et les blanquistes les plus célèbres s'étant retirés, on accorda au Conseil général la faculté de suspendre, de révoquer, de dissoudre les sociétés et les comités rebelles, et par un vote de surprise Karl Marx obtint que ce Conseil fût transporté à New-York. C'était résister habilement aux oppositions intestines de son parti ; c'était rendre inutiles désormais les persécutions des gouvernements d'Europe, de faire ainsi de la libre Amérique le siège de l'Internationale. Un discours qu'il tint à Amsterdam fit voir qu'aussi bien telle était sa pensée.

« Au dix-huitième siècle, disait Marx, c'étaient les rois et les potentats de la terre qui se réunissaient à La Haye pour délibérer sur les intérêts de leurs dynastie ; nous avons voulu choisir la même ville pour y tenir les assises du travail...... »

« Le congrès de La Haye a proclamé la nécessité, pour les classes ouvrières, de lutter tant sur le terrain

politique, que sur le terrain social contre l'édifice social actuel qui s'effondre.....

« Le congrès de La Haye a transféré à New-York le siège du Conseil général. L'Amérique est destinée à être la terre classique du travailleur ; c'est là que l'Internationale doit prendre racine.

« Citoyens ! n'oubliez pas le principe fondamental de l'Internationale, le principe de la solidarité. La Révolution doit être solidaire. La Commune est tombée parce qu'on n'a pas su produire en temps opportun un mouvement révolutionnaire à Berlin, à Madrid et dans les autres capitales. »

Pendant ce temps, des défections se produisaient dans le parti socialiste par les menées de Bakounine et il se tint à Genève un *congrès séparé* d'Espagnols, de Hollandais, de Français, d'Anglais, de Suisses, d'Allemands même (1), pour organiser une nouvelle association internationale, celle des *anarchistes*. C'était une simple fédération de sections nationales sans direction centrale, sans conseil général et qui n'avaient d'union que par les congrès de chaque année.

Ni Karl Marx ni son conseil n'en furent déconcertés; et malgré les notes diplomatiques que l'Espagne fit passer aux puissances pour provoquer une action commune contre l'Internationale, ils réunirent sur-le-champ, à Genève, un *congrès unioniste* pour constater les progrès du parti ; décider que dans les divers pays les ouvriers de la même profession s'associassent pour se prêter mutuellement secours et nommer des comités exécutifs qui empêchassent les ouvriers de leurs pays de s'engager vis-à-vis du capital au détriment des ouvriers de

(1) C'étaient les membres de l'association de Lassalle.

l'étranger. L'Internationale paraissait vouloir sauvegarder les intérêts des travailleurs d'un même métier, ses rangs doublèrent aussitôt. Bien que divisée, elle continua sa marche en Europe et dans le nouveau monde; et au congrès de Gand en 1877, il y eut une tentative de rapprochement entre les socialistes de Marx et ceux de Bakounine. Les membres de la *Fédération jurassienne* (1) et les Espagnols ne signèrent pas, il est vrai, le pacte de solidarité, mais le système de Marx triompha à Gand comme à La Haye. *Propriété collective de l'Etat, action politique du prolétariat, fédération internationale des professions ou corps d'état*, ce furent là le principe reconnu et le programme admis par l'Internationale dans les deux mondes.

Les revendications du Socialisme, dont les congrès des trente dernières années nous ont fait connaître la nature, ne sont point à rejeter de tout point, et l'on verra plus loin quelle part de vérité et de justice elles contiennent. Mais il faut bien reconnaître, par la déclaration que firent entre autres les Flamands, qu'elles n'ont été le plus souvent portées au public que par des hommes pervers et corrompus, qui exploitaient pour eux-mêmes les vœux en partie légitimes que forme la classe ouvrière. « Nous aurons le plaisir, s'écrièrent-ils, d'assister à l'agonie des prêtres. Couchés dans les rigoles de la rue ils mourront de faim, lentement, terriblement sous nos yeux. Ce sera notre vengeance, et pour le plaisir de cette vengeance, joint à une bouteille de Bordeaux, nous vendrons volontiers notre place au ciel. Que dis-je ? le ciel! nous n'en voulons pas ; ce que nous demandons c'est l'enfer avec toutes les voluptés

(1) Ainsi se nommait l'association anarchiste.

qui le précèdent, et nous laissons le ciel au Dieu des papistes et à ses infâmes bienheureux. » (*Applaudissements.*) Ce sont là des propos sataniques qui font frémir, une partie de l'auditoire quitta quelquefois la salle des réunions; néanmoins, les séances publiques du congrès de Gand furent presque toutes une longue malédiction contre la société, et un horrible blasphème.

L'Internationale trouvait ainsi un appui dans les vœux légitimes des classes pauvres, mais l'on ne voyait rien, dans ses maximes ni dans ses docteurs, qui fût capable de les satisfaire. Avec son organisation, sa propagande, ses congrès, ses apôtres, elle a fait de grands ravages dans le monde.

CHAPITRE III

LE SOCIALISME EN FRANCE

Joseph de Maistre, dans son livre du *Pape*, écrit ces lignes : « Il y a des nations privilégiées qui ont une mission dans ce monde ; celle de la France me paraît aussi visible que le soleil. Il y a dans le gouvernement naturel et dans les idées nationales du peuple français, je ne sais quel élément théocratique et religieux qui se trouve toujours. Le Français a besoin de la religion plus que tout autre homme ; s'il en manque, il n'est pas seulement affaibli, il est mutilé (1). » Ces paroles font connaître pourquoi les désordres du Socialisme se font chez nous si profonds et si effroyables, depuis cent ans

(1) *Le Pape.* Discours préliminaire.

que l'impiété désole notre malheureux pays, mais elles laissant entrevoir le rôle qu'il pourrait jouer encore, dans l'Europe et dans le monde le jour « où, persuadés de l'alliance naturelle, essentielle, nécessaire, *française* de l'Eglise et du peuple nous aurions reconnu la vérité (1). » C'est d'abord en France que le Socialisme s'est affirmé, c'est de là qu'il a reçu l'impulsion la plus vive ; mais il entre souvent, dit Bossuet, dans les plans de la Providence, que l'ordre des choses soit rétabli par ce qui a concouru à sa perte.

Aussitôt que la Révolution eût porté au pouvoir la bourgeoisie française, le Socialisme commença de se répandre au milieu des classes ouvrières. Babœuf à l'origine, comme plus tard Saint-Simon, se fit l'apôtre du communisme.

Des sociétés secrètes s'établirent sous le règne des Bourbons ; mais c'est au temps de Louis-Philippe, temps de persécutions hypocrites et de haines mal dissimulées, temps auquel la grande industrie devint prépondérante, que les inimitiés commencèrent entre le capital et le travail, alors que Fourrier, Cabet, Leroux Louis Blanc, Proudhon et Lamennais entreprirent de faire voir dans le Socialisme la régénération de l'humanité. Sous ce gouvernement utilitaire et impie, l'opposition républicaine exploitait les rancunes de l'ouvrier, répandait par la presse la connaissance des systèmes socialistes, accusait la société des souffrances du peuple et l'on ne parlait plus que d'organiser le travail.

La Révolution de 1848 éclata, et ce fut une révolution ouvrière. Le gouvernement provisoire réduisit alors à dix heures la journée de travail. Louis Blanc fit passer

(1) *Le Pape*. Discours préliminaire.

une loi qui garantit à l'ouvrier son existence en procurant du travail à tous les citoyens; on créa les ateliers nationaux; on prit des mesures inspirées des doctrines socialistes et une commission spéciale fut établie pour étudier la question économique. Le parti révolutionnaire n'était pas encore satisfait. Les insurrections de mai et de juin en furent la triste preuve. L'assemblée nationale vota alors d'elle-même un crédit de trois millions pour les associations ouvrières, et l'on fonda pour sauver le prolétariat qui, au dire de Proud'hon, était perdu de nombreuses sociétés coopératives de production et de consommation (1).

L'empire succéda à la République. Napoléon III ne voulait point que la bourgeoisie, non plus que le peuple, eût la prépondérance dans les affaires. Il refoula d'abord les ouvriers dans les ateliers, et résolut quand il eût écarté le danger des barricades, de leur venir en aide afin de tenir ainsi le capital en échec. Mais les grandes entreprises des travaux publics, l'élévation des salaires, la réunion dans les faubourgs des masses ouvrières, l'organisation de nouvelles associations favorables à l'Empire, tout concourut alors en France au mouvement socialiste. La presse et les fonctionnaires s'efforcèrent durant la guerre d'Italie de discréditer avec le prestige de Rome les doctrines dont elle est le siège; on afficha le scepticisme et l'impiété; le peuple entraîné par l'exemple des riches se livra au luxe et aux jouissances et le flot qui devait bientôt emporter le trône et la dynastie impériale commença de grossir tous les jours, chargé de la vengeance divine. On sait les origines de

(1) Quoique le principe de ces associations fût bon, leurs membres avaient subi l'influence des socialistes.

l'Internationale, on connait ses débuts ; de tout temps l'influence des socialistes français fut très considérable dans cette grande Association, et il n'a pas fallu moins que l'énergie indomptable de Karl Marx pour calmer la fougue « de tous ces *fouriéristes*, *cabétistes*, *considérantistes*, *proudhonistes* et *blanquistes*, qui parlaient, dit J.-P. Becker, d'organiser les révolutions et les conspirations, de renverser tous les pouvoirs politiques et économiques, d'établir sur leurs ruines une condition sociale conforme à leurs rêves, et de régénérer ainsi le monde par la France. » Quand les meneurs les plus remuants eûrent été mis à l'écart, l'Internationale continua dans l'ombre son œuvre de propagande ouvrière contre la domination du capital. Ses affiliés rédigeant de nombreux journaux, constituèrent des sections par toute la France ; et comme la loi des associations rendait impossibles leurs réunions publiques, ils se firent passer pour membres d'une association anglaise. L'Empire chercha à s'en rendre maître; mais connaissant leurs forces ils se tinrent sur leurs gardes et fomentèrent des grèves. Traduits devant la justice ils ne craignirent pas alors de quitter leur rôle d'accusés pour prendre celui d'accusateurs et en face du gouvernement qui perdait de sa puissance et de son prestige, les socialistes levèrent bientôt le masque.

Vésinier qui fut plus tard membre de la Commune, lut dans un meeting, à Londres, le 26 octobre 1868, au nom des groupes français de l'Internationale, une adresse où l'on déclarait que « l'association internationale des ouvriers était républicaine, démocratique, sociale et universelle, et qu'elle prendrait tous les moyens pour atteindre au but de ses désirs. »

Aux élections de 1869, l'Internationale présenta ses

candidats avec le programme abominable qui n'inspire que trop aujourd'hui les actes de notre gouvernement ; puis, l'année suivante, grâce à Raspail et à Rochefort qui furent ses meilleurs agents, grâce à la grève du Creusot, à la mort de Victor Noir et au plébiscite, elle vint à l'apogée de sa puissance. Pour rendre plus facile aux sociétés ouvrières de France de s'affilier à l'Internationale, le Conseil général de Londres déclarait agrégée toute corporation qui aurait un correspondant direct auprès de lui. L'Internationale se croyait à la veille d'une grande révolution. Cluzeret, envoyé en mission par elle en Amérique, écrivait de New-York à Varlin, à la date du 17 février 1870 : « Les lettres de mes amis sont unanimes à me rappeler en Europe. Tout ce qui vient de se passer signifie que les d'Orléans se faufilent petit à petit au pouvoir, en rognant les ongles à L. N. de manière à n'avoir plus qu'à se substituer à lui un beau matin ; or ce jour-là, nous devons être prêts physiquement et moralement. Ce jour-là, *nous ou le néant ; Paris, sera à nous ou n'existera plus.* »

Toutefois, après l'échec du mouvement ouvrier en Allemagne, un manifeste de Londres conseilla à la classe ouvrière de France de ne point faire de révolution, mais de profiter des libertés républicaines pour travailler à son affranchissement. Comme l'anarchiste Bakounime était tout puissant dans l'Est, les sections de l'Internationale française ne tinrent pas compte de ce conseil, et elles firent. presque partout, alliance avec le radicalisme pour arriver au pouvoir.

C'est alors que la Commune de Paris éclata. L'Internationale y exerça une action prépondérante par son organisation et son programme. Elle trempa dans les

horreurs qui rappelèrent les jours les plus sombres de 1793 ; ses discours et ses actes en sont la preuve.

Mais bien que le Conseil de l'Internationale ait fait au 30 mai 1871, dans un manifeste, l'apologie de la Commune et déclaré « qu'il ne pouvait plus y avoir ni trêve ni paix entre les ouvriers de France et ceux qui s'attribuent le produit de leur travail ; » il ne consentit point à ce que l'Internationale se constituât en insurrection permanente comme le désiraient les membres fugitifs de la Commune, qui formèrent alors le parti *Blanquiste*, dans le but de ne transiger jamais *avec la bourgeoisie* et de grouper le *prolétariat*, *autour de la Commune révolutionnaire*.

Tandis que ces misérables se répandaient, dans l'Europe et en Amérique, pour attaquer l'Eglise avec violence et souffler partout une haine furieuse et sans pitié, s'unissant aux partis les plus radicaux de la classe ouvrière ; les socialistes modérés composaient définitivement leur armée. Ils recommandaient la création de *Chambres syndicales* qui seraient de vrais comités organisateurs ; et au Congrès de 1878, à Lyon, après s'être justement indignés contre la prostitution qui s'étale dans les manufactures et contre les vices qui déshonorent les bureaux de placement, ils traitaient à leur tour la religion de *pieuvre noire* qu'il faut détruire, exposant ensuite, dans son entier, la théorie de Karl Marx.

Dès lors, les doctrines que professent les Allemands sur le salaire et la propriété collective ont fait dans nos associations ouvrières de rapides progrès. Il est vrai qu'une scission se produisit au sein du socialisme français le 25 septembre 1882 à Saint-Etienne entre les socialistes Brousse, Malon, Labusquière, Joffrin qui formè-

rent le parti *possibiliste;* et Jules Guesde, Lafargue, S. Lépigne, Louis Alexandre qui organisèrent le parti *marxiste* (1) ; mais bien que divisés les socialistes, par leurs journaux pleins de haine, remuent des milliers de lecteurs, et soulèvent à certains jours, les masses ouvrières, dans des grèves terribles comme celles de Paris et de Decazeville. Ils font entrer à la Chambre des députés, dans les Conseils municipaux, dans les Conseils généraux, les membres les plus influents de leurs partis ; et dans tous leurs congrès, les socialistes français affirment l'union qu'ils prétendent maintenir avec les socialistes de l'étranger, leur but avoué étant l'*expropriation politique et économique de la bourgeoisie.*

Chaque année, ils célèbrent les anniversaires de la Commune; plus de vingt punchs, conférences ou concerts les réunissent à Paris le 18 mars et le 24 mai, car c'est de ces jours que date la *France du peuple*, disait Félix Pyat. C'est à vrai dire la fête internationale du Socialisme, on prononce des discours pour venger les martyrs de la Commune. Le conseil municipal de Paris ne craint pas comme en 1887, de lever la séance en commémoration de ces événements ; et la fête se termine parfois comme on le vit en 1885, par des luttes sanglantes. Les femmes ne sont pas les moins empressées à ces manifestations. La fameuse Louise Michel se montre de toutes la plus forcenée. Elle préside aux réunions, elle parle, elle déclare qu'il faut renverser le dernier autel, broyer le dernier trône et jeter à la Seine tout ce

(1) Ces deux partis admettent la propriéré collective de l'Etat mais les *possibilistes* se contentent du *possible* qui est la propriété collective communale et résistent au système trop centralisateur des *marxistes* qui veulent arriver d'abord à la propriété collective par l'Etat. Les *possibilistes* ont pour journal le *Prolétaire* et les *marxistes* ont l'*Egalité.*

qu'il y a de banquiers dans Paris. Non contente de passer de la police correctionnelle à la chambre cellulaire, elle aspire à prendre place parmi nos députés et au mois d'août 1885, sur une liste de candidatures de femmes, Louise Michel inscrivit son nom avec ceux de Mesdames Clovis Hugues, Louise Barberousse, Martine Manière, Hubertine Auclert, Maria Deraisme, Léonie Rouzade, Paule Mink et Séverine.

Tous les moyens sont employés pour que les ouvriers prennent conscience de leur force. Les grèves sont soutenues partout, au Nord, au Midi, au Centre et personne n'a oublié, dans quelles circonstances atroces, le sous-directeur des mines de Decazeville, M. Watrin, fut assassiné par une foule exaspérée et rendue sauvage. Les députés Basly, Boyer, Camélinat qui s'étaient rendus à Decazeville avec les directeurs du *Cri du Peuple*, Duc-Quercy et Roche, pour empêcher les ouvriers de reprendre leur travail, osèrent réclamer à la Chambre la mise en liberté des assassins, et le *Cri du Peuple* ouvrit une souscription en faveur des *petits des justiciers*. Il y eut au Château-d'Eau un « meeting » Basly y « considèra comme des *Watrins* ceux de ses collègues de la Chambre qui oublient leurs devoirs et qui trahissent les prolétaires ». Louise Michel résuma le terrible événement dans ce mot « *la chasse aux loups est ouverte* » et l'ouvrier Soubrié ayant menacé de *watriniser* les traîtres, c'est-à-dire, les ouvriers qui reprendraient le travail, Jules Guesde, socialiste modéré, prit sa défense dans le *Cri du Peuple*, et ne craignit pas de défier la magistrature. Dans ces dernières années, aux questions sociales se sont mêlées les questions politiques ; et lors de l'élection du Président, les socialistes se trouvaient prêts pour la guerre civile dans le cas où

le nom de J. Ferry fût sorti de l'urne. En 1888 et en 1889, ils s'unirent le plus souvent, dans une alliance offensive et défensive, avec les opportunistes et les radicaux pour s'opposer aux efforts du général Boulanger. Et comme ils ne manquent point à chaque enterrement civil de faire de bruyantes manifestations : à celui du fameux Vallès comme à celui du général Eudes, ils suivaient au nombre de vingt mille les drapeaux rouges.

Aux élections du 22 septembre, les candidats possibilistes ont obtenu à Paris et dans les départements 53,316 voix et les autres socialistes dans vingt départements 123.003 voix. Jamais ils n'avaient eu pareils succès. N'oublions pas, en face de ces efforts patients et redoutables, que les conservateurs sont divisés, que les trois quarts d'entre eux sont sans principes, que les radicaux et les opportunistes n'ont d'autre but que de détruire l'Eglise.

Au congrès de 1889, pour lequel nous réservons une page, Jules Guesde rendant compte des forces du Socialisme en France, déclara que « si le parti démocratique de France était moins puissant que le parti démocratique socialiste d'Allemagne, parce que les ouvriers avaient une trop grande confiance dans la république bourgeoise ; il n'en était pas moins vrai que le socialisme français ne se distingue pas du socialisme allemand, et qu'il n'y a qu'un Socialisme dans le monde qui a partout le même drapeau, le drapeau rouge du prolétariat. »

Adieu donc pauvre, illustre et glorieux drapeau de la patrie, tu es sacrifié à ton tour, parce que tu n'as pas plus de droits à l'existence que la croix de ton Dieu !

CHAPITRE IV

LE SOCIALISME EN ALLEMAGNE

Dès 1840, le tailleur Weitling propageait en Allemagne les idées communistes de Fourier et d'Owen, quand parut dans ce pays le fameux Karl Marx, le plus grand docteur du Socialisme et le législateur de l'Internationale. Né à Trèves, en 1818, de juifs convertis au protestantisme, il étudia le droit avec succès, et se donna ensuite à l'économie politique, pour devenir le champion de la question ouvrière et de la Révolution. Expulsé de sa patrie, de France et de Belgique, il vint à Londres d'où il comptait diriger le mouvement socialiste d'Allemagne. Mais quoique la presse, les sociétés de chant et de lecture et les sociétés de perfectionnement lui prêtassent leur concours, ses débuts furent à vrai dire infructueux. Il eut beau convoquer en Suisse de jeunes compagnons qui répandaient dans leur patrie, malgré la police, ses idées subversives, Karl Marx ne trouva son véritable rôle que dans la direction de l'Internationale. Pendant ce temps, Schultze Delitsch remuait l'Allemagne et Ferdinand Lassalle se préparait à la bouleverser.

Schultze Delitsch était un libéral qui croyait à l'avenir de l'industrie, mais il prétendait qu'elle se développât sans l'intervention de l'État. Il était contraire, disait-il, à la dignité de l'ouvrier de recevoir aucune aumône; le travail, l'économie, l'association devaient

être pour lui, les seuls moyens de lutter contre le capital. Schultze Delitsch copiait Bastiat, et dans les conseils économiques qu'il donnait au sujet de la famille, il se rapprochait de Malthus. Ce qui le rendit pour un temps l'homme le plus populaire de l'Allemagne du Nord, ce fut l'habileté qu'il déploya à fonder des associations nombreuses. Par malheur, il le fit sans l'assistance d'aucune idée religieuse. Remplaçant par la lecture ce que nous attendrions plus volontiers de la prière, et la prédication évangélique par les conférences économiques, ce protestant libéral fut de ceux qui contribuèrent le plus à la profanation du dimanche; aussi Lassalle allant à l'extrême des principes révolutionnaires, n'eut-il besoin que de la logique terrible des masses pour renverser ce système.

Né à Breslau, en 1825, et mort en 1864, dans un duel dont le motif était peu digne d'un libérateur de l'humanité, ce juif intrépide, plein d'esprit et de haine, publia dans l'espace de deux ans, de 1862 à 1864, des brochures et des pamphlets qui furent d'un poids énorme dans le mouvement du Socialisme contemporain. Lassalle attaque sans pitié les vices de la société, et décrit avec rage la guerre que le capital fait à la vie même du travailleur. Il est, selon lui, du devoir de l'État et de sa mission de prêter secours à la classe ouvrière dans ses représailles et les revendications qu'elle fait contre le capital. Il la doit instruire et aider à reconquérir ses droits, et suppléer au salaire réduit sans cesse par la concurrence et le marchandage. Le juif allemand exploite dans ce système, l'idée de nos ateliers nationaux.

Confiant dans les théories des *Socialistes de la chaire* (Katheder socialisten), qui appuyaient Schultze Delistch,

le gouvernement ne prit d'abord point de garde à de pareilles doctrines, occupé qu'il était à persécuter l'Église. Le nombre des enrôlés de Lassalle et de ses disciples crût sans cesse, grâce aux associations et aux cercles de Schultze Delistch qu'ils trouvèrent moyen de façonner à leur mode; et le suffrage universel leur ayant donné l'occasion de devenir un parti politique, neuf socialistes furent envoyés au Reichstag, en 1874, par trois cent mille électeurs environ.

Les socialistes allemands étaient encore divisés. Ceux de l'Allemagne du Nord, organisés par l'*Association générale*, se contentaient avec Lassalle de borner leur action à l'Allemagne; les autres, ceux de Saxe et de l'Allemagne du Sud, qui formaient le *Parti des ouvriers démocrates socialistes*, adoptaient avec Bebel et Liebknecht le programme d'une action internationale. Par la suppression qui survint, en 1875, de l'*Association générale*, le gouvernement fut cause qu'ils se confondirent; et les chefs des deux groupes, réunis à Gotha, publièrent le programme suivant :

« Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation; la société par ses membres doit dès lors travailler et partager le produit de ses œuvres, selon les besoins véritables de chacun. Les capitalistes possédant le monopole des moyens de travail, et tenant ainsi dans leur dépendance la classe ouvrière; il faut que celle-ci travaille toute seule à s'affranchir. Le parti socialiste cherchera donc à établir légalement l'État libre, et à organiser, selon ses maximes, la société. Il fera ses efforts pour abolir le salaire, mettre fin à l'exploitation que l'homme fait de l'homme, et faire cesser toute inégalité sociale et politique. Ce mouvement aura un carac

tère international, afin que l'on voie se réaliser l'union fraternelle de tous les hommes. On réclamera dans les conditions présentes, pour la liberté politique tout le développement qui sera possible, un seul impôt et progressif, et le droit absolu de se coaliser. On exigera que le temps de la journée de travail soit limité d'après les besoins sociaux ; que le travail soit interdit aux enfants et aux femmes, comme destructeur de leur santé et de leurs mœurs ; que l'on protège par des lois appropriées la vie des ouvriers ; que l'on règle le travail des prisons et que l'on affranchisse les caisses de secours. Voici quelles seront plus tard les bases de l'Etat : suffrage universel, direct, égal, obligatoire ; législation directe et justice gratuite par le peuple ; milices nationales ; abolition des armées permanentes et des lois d'exception ; liberté de la pensée et de ses manifestations. »

Aux élections de 1874, les candidats socialistes avaient réuni 379,512 voix. Avec ce programme, véritable *déclaration de guerre* dans quelques unes de ses parties à la société présente, ce chiffre s'éleva à 559,211 voix, aux élections de 1877. Le grand congrès de Gotha permit alors d'évaluer les forces dont disposait le parti socialiste dans tout l'Empire, et de constater quels progrès il avait faits jusque dans les classes agricoles, en Saxe principalement. Rien ne lui manquait : Journaux, revues, brochures, almanachs, abonnés et lecteurs par milliers, écrivains et orateurs de tout genre, et à la tête du mouvement, des chefs d'un talent incontestable comme Liebknecht, Bebel, Hasselmann, Most, Hasenclever, Fritsche, Bracke, Vahlteich, Auer, tous pleins d'audace et impatients de s'illustrer par les amendes et la prison. Le Socialisme rencontrait dans la persécution religieuse,

dans les crises financières, dans la détresse des populations ouvrières, autant de circonstances très favorables à sa diffusion ; il professait donc de ne croire qu'en Ferdinand Lassalle, « le Messie du dix-neuvième siècle » (1), et « ne voulant plus ni Dieu ni maître, il tournait le dos à toute espèce de religion, l'ouvrier étant la pierre sur laquelle doit s'édifier l'Eglise de l'avenir. »

A la suite des attentats de Hœdel et de Nobiling, conséquences de ces doctrines blasphématoires, craignant pour la vie de l'Empereur, le prince de Bismarck fit recevoir au Reichstag la loi du 21 octobre 1878, qui devait rester en vigueur contre les socialistes jusqu'au 31 mars 1881. Les Etats confédérés pouvaient alors interdire les associations, les réunions et les publications socialistes, décréter l'état de siège, c'est-à-dire expulser, des districts les plus agités, les personnes les plus dangereuses. Cette loi d'exception, vague dans ses termes et qui paraissait plutôt devoir être inefficace, ne fut point approuvée du Centre, des Alsaciens-Lorrains ni des Polonais ; et bien qu'en moins d'un an, on l'eût appliquée 741 fois, le Socialisme remporta encore aux élections de nombreuses victoires.

A l'abri de toute surveillance du gouvernement et selon le conseil du *Vorwœrts*, la famille, l'atelier, le cercle d'amis furent ses trois moyens d'action. Le *Sozial demokrat*, imprimé à Zurich, fut reconnu comme l'organe central du parti socialiste allemand. La *Freiheit* de l'anarchiste Most, publiée en Angleterre, passa la frontière avec des milliers de brochures clandestines ; et soixante délégués de langue allemande, venus d'Allemagne, d'Autriche, de France, de Belgique et de

(1) La misérable *Gazette Libre* a osé parodier notre *Credo*.

Suisse, se réunirent en 1880, près de Zurich, dans les ruines du château de Wyden.

Donner au Socialisme une organisation secrète ; exclure du parti les anarchistes ; voter une adresse de sympathie aux nihilistes russes; créer une alliance centrale pour les socialistes allemands du monde entier; décider de se réunir chaque année ou tous les trois ans en congrès; fonder à Zurich un bureau d'archives et un bureau de propagande; publier enfin un manifeste aux confrères de tous les pays, qui déclarât une guerre à mort à l'État et à la société afin d'arriver cette fois, par *tous les moyens possibles*, à unir les prolétaires contre les vieilles puissances d'oppression ; ce fut l'œuvre du congrès de Wyden. Après de pareilles déterminations, et selon ce que réclamaient les mémoires de l'Empire, la loi qui devait expirer fut prorogée pour trois ans. Les chefs du parti s'affirmèrent alors avec audace. Auer en prit occasion de déclarer au Reichstag que les *socialistes étaient prêts à tout*. Bebel s'écria : « *Nous voulons en politique la République, en économie le socialisme, en religion l'athéisme* » et Liebknecht osa dire plus tard : « Ce n'est pas le prince de Bismarck qui nous tient, c'est nous qui le tenons. Par sa loi qui concerne les *accidents de machines* et les *caisses de retraite*; le prince a fait un pas dans le Socialisme, il faut qu'il marche ou qu'il soit perdu. » Les socialistes ne se trompaient guère. Le gouvernement finit par avouer que ses mesures demeuraient sans effet contre les membres d'un parti, que le travail collectif et les relations de la vie actuelle rapprochaient, tous les jours, dans des réunions insaisissables.

Pendant ce temps, mourait à l'âge de soixante-dix ans, le 11 mars 1883, Karl Marx, qui servit

toute sa vie la Révolution et le Socialisme, collaborant à cinq journaux, fondant l'*Internationale*, et publiant son fameux livre du *Capital*, évangile du Socialisme moderne. Il mourait trente-cinq ans après son fameux cri de « *Prolétaires de tous pays, unissez-vous* » laissant le Socialisme complètement organisé, avec des dogmes définis, une existence véritable dans l'État, un organe officiel, des agents, des moyens d'actions, des assemblées, des fêtes populaires, des ovations et des rites particuliers pour honorer les morts. Après avoir allumé aux quatre coins du monde un incendie qui peut-être dévorera tout, Marx quitte cette terre aux acclamations des socialistes exaltés de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Russie, de la France et de l'Espagne. La direction du parti passe aux députés du Reichstag qui, sans être doués d'une pareille activité, n'en continuent pas moins de remuer l'Allemagne, ainsi que le constatent les mémoires officiels, et ne craignent pas de défier à nouveau l'autorité et de proférer contre elle des menaces terribles dans un langage qui fait horreur. Déjà auparavant, le congrès de Copenhague, qui délibéra, en 1882, à la manière d'un parlement, avait donné une forte impulsion au Socialisme d'Allemagne, en conseillant aux membres du parti de semer l'agitation révolutionnaire parmi les paysans, les femmes, les étudiants et toutes les associations professionnelles ; mais à dire le vrai, depuis 1885, les progrès du Socialisme ont passé toute imagination. Les cotisations dont on paie les délégués et dont on acquitte les frais des procès, les secours dont on aide les familles des expulsés, le chiffre de voix aux élections en sont la preuve irréfutable. Conseils généraux, chambres spéciales des divers États, Langtag, sociétés de jeux, de chant, de divertissement,

de promenades, les socialistes ont tout envahi « *pour édifier sur les ruines du vieux monde, le Socialisme révolutionnaire international.* »

Le congrès de Saint-Gall, en 1887, les procès de Chemnitz, de Freiberg et d'Elberfeld où tous les chefs furent condamnés à la prison ; les circulaires du ministre Puttkammer, relatives aux grèves ; le système des agents provocateurs de la police prussienne en Suisse ; l'extension du petit état de siège à Franckfort, Offenbach et Stettin, non moins que l'inutile prorogation que l'on fit de la loi ; en un mot, les manifestations des socialistes d'une part, et les mesures répressives du gouvernement de l'autre, prouvèrent, comme l'ont dit l'illustre Windthorst (1) et M. Reichensperger, que la force sera toujours impuissante contre le Socialisme, « parce que l'athéisme des libéraux et l'appauvrissement irrémédiable des masses en sont les sources principales. » En 1890, le 25 janvier, comme les Nationaux libéraux étaient à peu près les seuls à voter la prorogation des lois d'exception déjà bien adoucies ; le ministre Herrfurth crut pouvoir dire au Reichstag, que le Socialisme n'avait groupé autour de lui que des ouvriers qui n'aiment pas le travail. « Nous vous répondrons aux élections » riposta froidement M. Liebknecht (2), et le 20 février 1,341,587 électeurs envoyèrent à la Chambre

(1) Nous ne pouvons pas ne pas saluer ce chef admirable du parti catholique en Allemagne. Il n'a cessé de dire au Reichstag qu'il fallait donner à l'Eglise sa liberté pour vaincre le socialisme, et plus d'une fois M. Windthorst a réduit au silence M. de Bismarck. « Vous avez le pouvoir de nous tourmenter lui disait-il un jour, de blesser nos consciences, vous n'avez pas le pouvoir ne nous arracher notre foi ; quand vous nous aurez pris nos églises nous nous réunirons dans les forêts comme les catholiques de France, pendant la Terreur. »

(2) Les socialistes aux élections précédentes n'avaient point obtenu 800,000 voix.

trente-cinq députés. Cette terrible réponse émut l'Europe ; la cruelle incertitude de l'avenir politique, le malaise dont souffrent les esprits inquiets du vide que laisse après elle la foi perdue, faisaient prévoir ces résultats. Le *Social demokrat*, qui s'imprimait en Angleterre, parut en rouge; et fier d'avoir toujours poussé les ouvriers à prendre conscience d'eux-mêmes, il cria « le *monde est à nous* ».

A la veille des élections, des secours d'argent recueillis en France, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Autriche, en Amérique n'avaient pas manqué aux socialistes d'Allemagne. Au lendemain de leur victoire, les félicitations leur parvinrent en foule de Paris, de Londres, de Copenhague, de la Haye, de la Russie et de la Suède, de Rome, de Milan, d'Alexandrie; et les journaux français, belges, hollandais, autrichiens, hongrois, suisses, suédois, norvégiens, anglais, espagnols, firent assez connaître que les haines sociales n'ont pas de frontières (1).

CHAPITRE V

LE SOCIALISME EN ANGLETERRE

» L'Angleterre, écrivait un correspondant du jour-

(1) Le 1er octobre, les lois contre les socialistes expiraient d'après le rescrit de l'Empereur Guillaume; les socialistes firent de grandes fêtes et réunis à Halle, ils réorganisèrent leur parti, dans la séance du 17 octobre. Désormais un Comité directeur gère le parti, contrôle l'attitude politique des journaux et convoque le congrès annuel auquel il rend compte de ses actes. L'organe officiel s'appelle le *Berliner Volksblatt* et prend pour sous titre : *Le cri Worwaerts* (En-avant).— Les socialistes français tinrent à envoyer « leurs salutations, leurs félicitations et leurs vœux aux socialistes allemands, désirant la paix internationale et dénonçant le capitalisme, le militarisme et le césarisme. »

nal le *Vorwærts*, en 1878, est le premier pays industriel du monde ; elle est appelée à jouer un grand rôle dans l'avenir. Nous ne pouvons compter sur la victoire aussi longtemps que le peuple assistera à la lutte avec indifférence. Mais le jour où les innombrables légions de prolétaires britanniques se seront unis à nous, nous marcherons invinciblement au triomphe. Je dirai comme Lassalle, avec d'autres expressions : Si l'Angleterre est pour nous, le mouvement sera irrésistible. » Voilà un aveu des espérances que le Socialisme fonda sur le prolétariat de l'Angleterre, quand il s'y établit ; mais ce n'est pas moins un aveu des grandes difficultés qu'il y a rencontrées. Il y dut combattre non moins que le sentiment religieux, le caractère égoïste et intéressé de l'Anglais, l'influence des grands capitalistes et la sévère discipline des associations anglaises.

Lorsque Karl Marx fonda l'Internationale en 1864, depuis longtemps avaient échoué en Angleterre les essais communistes d'Owen, et l'agitation des *chartistes*. Les petits paysans et les ouvriers des villes avaient établi dans leur intérêt un grand nombre d'associations. Il y en avait 33,000 en 1853, comptant trois millions de membres et possédant un capital de 285 millions, avec un revenu annuel de 100 millions. Les plus célèbres, celles qui se conquirent la plus grande réputation, furent les *Trade's Unions*. On les avait fondées dans le but de donner en cas d'accident, de maladie ou de mort, des secours mutuels. Elles ont perdu peu à peu leur renommée, à cause des grèves qu'elle ont soutenues pour faire augmenter les salaires, ou pour empêcher qu'on ne les réduisit ; et de leur effroyable tyrannie contre les ouvriers qui refusaient d'en faire partie. « Elles volaient leurs outils, brûlaient leurs maisons,

les poursuivaient avec des haches et des couteaux de boucher. »

Karl Marx trouva dans les *Trade's unions* des modèles d'associations. Il désirait les enrôler, mais il lui fallut beaucoup d'habileté ; encore n'y réussit-il qu'à demi. Toutes les fois qu'elles voulaient se mettre en grève, il appuyait leurs revendications. Par ses conseils, par les correspondances qu'il entretenait avec le continent, il empêchait les ouvriers de France, d'Allemagne ou de Belgique de se rendre à l'appel des chefs d'industrie d'Angleterre. Vaincues par de tels procédés, les *Trade's Unions*, réunies à Sheffield en 1866, félicitèrent l'Internationale d'avoir ainsi établi un lien de fraternité entre les ouvriers de tous les pays ; et en 1867, trente deux *Trade's unions*, étaient passées dans ses sections. En 1868, leurs chefs se rapprochèrent davantage de Marx ; et l'on vit sous les auspices de cette amitié une ligue de travailleurs agricoles se fonder à Londres, en 1869, dans le but de faire de l'Etat le seul propriétaire du sol. Karl Marx s'aperçut pourtant que les *Trade's unions* n'avaient point abandonné leur ancien caractère, ni l'organisation qui leur était propre ; il dut créer des sections qui lui fussent plus soumises. Il réussit à Londres et dans les grands centres ; mais les excès de la Commune, ouvertement approuvés par le Conseil de l'Internationale, décidèrent les *Trade's unions*, à rompre le pacte qu'elles avaient fait, et à exclure de leur programme toute revendication politique (1). Cette déroute ne déconcerta pas Marx, et bien que quelques sections anglaises se fussent données à l'anarchiste Halès, il réunit à Manchester le

(1) Congrès de Nottingham 1872, tenu par les *Trade's unions*

1er juillet 1873, un nouveau congrès dont l'effet fut très considérable.

Le Socialisme mit tout en œuvre pour ressaisir son influence : soixante-neuf métiers firent dans l'espace d'une année 191 grèves ; et 72,000 hommes en soutinrent jusqu'à six. Mais l'action des grèves ayant été entravée par l'arrivée des ouvriers du continent, les *Trade's Unions* songèrent à former une nouvelle ligue internationale. « Il faut que le Parlement, disait leur journal officiel, prenne souci de la situation ; car s'il refuse, il appartient aux ouvriers de créer sans délai une ligue générale du travail. »

Dès lors, le collectivisme (1) et l'anarchisme trouvèrent de jour en jour des partisans nombreux, en Angleterre. Un journal se fondait, en 1881, et la *Fédération démocratique sociale* s'établissait pour demander que l'Etat fournît le travail et prît en main les moyens de production ; elle lançait un manifeste, rappelant que sur 1,300 millions liv. st., les landlords et les capitalistes n'en prélevaient pas moins d'un milliard, et que de trente millions d'hommes qui peuplent la Grande Bretagne, trente mille seulement possèdent la terre.

« *Instruisez !* disait-elle, *nous avons besoin de toute notre intelligence. — Agitez ! nous avons besoin de tout notre enthousiasme. — Organisez ! nous avons besoin de toutes nos forces.* »

Aux jours anniversaires de la mort de Karl Marx et de la défaite de la Commune, on fit en Angleterre de bruyantes manifestations en faveur du Socialisme qui gagnait déjà l'Ecosse et l'Irlande. Mais, depuis 1885, le parti socialiste s'est divisé, comme en France. La

(1) Collecticisme ou socialisme modéré.

Fédération démocratique avec Hyndmann (1) limite sa propagande à l'Angleterre, et demande à la politique ses moyens d'action, tandis que la *Ligue socialiste* est favorable au Socialisme international. Toutes deux comme en France, les *possibilistes* et les *marxistes*, s'entendent quand il s'agit de bouleverser la population ouvrière; et l'on assista, en 1886 et en 1887, à Hyde Park et à Trafalgar square, à Saint-Paul et dans l'abbaye de Westminster, à de violentes démonstrations ouvrières.

Les congrès que les *Trade's Unions* ont tenus, en Grande-Bretagne en 1882, 1883, 1886 et 1887, et, en Ecosse, en 1889,ont fait voir s'il était vrai que les idées socialistes se répandissent en Angleterre. Le plus souvent,les *Trade's unions* votaient en faveur du collectivisme et elles adoptèrent, en 1887, la proposition d'un congrés international, composé des délégués directs des associations ouvrières. Bien que l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse manquassent à l'appel, et que les Américains n'eussent point été convoqués, cent dix délégués, qui représentaient onze cent mille ouvriers s'y trouvèrent; et de soixante-neuf anglais, quinze étaient des socialistes avérés. Du reste, la plupart des étrangers étaient aussi socialistes, car ils pensèrent élire pour président le fameux agitateur, J. Burns. Ces délégués venaient pour protester contre les *armements de l'Europe*, préconiser le *système de l'arbitrage*, demander *qu'on créât une nouvelle internationale*.

Mais, ce fut la grève des docks qui révéla pleinement, l'an dernier, l'effroyable misère du peuple anglais, en même temps que la puissance de l'union

(1) Il est l'auteur d'un livre que ses amis estiment comme celui du *capital* de Karl Marx.

internationale. Cette grève ne dura pas moins d'un mois, du 13 août au 14 septembre, soutenue par cent mille hommes, dans le seul but d'obtenir une paye plus forte de deux sous par heure, et une garantie de quatre heures au moins de travail, pour chaque jour. Nombre d'associations leur envoyèrent des secours; il en vint même de l'Australie et les chefs de la grève, J. Burns et M. Tillet, purent distribuer près de quarante mille livres sterling. C'est lorsque la misère fut à son comble qu'un vieillard de quatre-vingt-deux ans, le vénérable cardinal Manning, obtint enfin que les partis signassent un compromis. Cinquante mille ouvriers lui portèrent, à Hyde Park, par la bouche de J. Burns, le témoignage de leur reconnaissance. Il fut dès lors surnommé le *Cardinal des ouvriers;* tant la charité chrétienne est puissante sur le peuple, tant l'Eglise aurait d'action sur les masses si l'on voulait enfin lui laisser la liberté.

CHAPITRE VI

Le Socialisme en Belgique et en Hollande.

Belgique. Le Socialisme pénétra plus facilement en Belgique qu'en Angleterre. La grande industrie, l'âpreté des luttes politiques, l'insuffisance des salaires, le travail forcé des femmes et des enfants, la quantité incroyable de ceux qui figurent sur les listes de l'assistance publique, les associations impies des *solidaires*, des *affranchis*, des *libres penseurs* en ont favorisé la diffusion. Après cinq années de propagande, l'Internationale comptait en Belgique, en 1869, six journaux et soixante quatre mille assoicés qui jouèrent un rôle considérable, dans les grèves sanglantes de Seraing et de Mons, lorsque le



Conseil général de Londres crut sage de les inviter au calme « tous les frères n'ayant pas encore reconnu qu'il fût nécessaire de briser leurs chaînes ». L'Internationale belge se déclara alors pour la commune de Paris, se sépara de Karl Marx ; et jouissant d'une organisation particulière, elle se rapprocha de Bakounine. Après qu'elle eût envoyé au congrès de Genève, un délégué pour proposer la grève universelle, elle modifia sa constitution, au congrès de Bruxelles, et compta ainsi neuf fédérations toutes établies sur la base de la profession.

A la suite du Congrès de Gand. en 1877, comprenant la nécessité de l'action politique, les socialistes belges conclurent une alliance avec le socialisme marxiste ; mais le *Mirabeau* et *l'Ami du peuple* déclarèrent « une guerre à mort au capital, à l'Eglise et à l'Etat affirmant qu'ils seraient esclaves aussi longtemps qu'un seul prêtre vivrait. » Le fameux allemand Vollmar fit alors plusieurs voyages pour imposer aux démocrates belges une discipline et une modération qu'ils n'observaient pas assez ; car bien que les modérés ne fissent pas cause commune avec l'anarchisme et le radicalisme, il ne faudrait pas s'imaginer qu'ils vissent d'un mauvais œil les grèves sanglantes de 1886. Le collectiviste Anseele, l'agitateur de Gand, dans son journal le *Vooruit*, conjurait en effet, les mères, les sœurs, les fiancées d'écrire aux soldats de ne pas tirer sur le peuple ; et en même temps, Alfred Defuisseaux répandait à près de deux cent mille exemplaires, son *Catéchisme du peuple*, pour apprendre aux hommes qu'ils sont esclaves et gouvernés par trente mille privilégiés.

Avec Jean Volders et le docteur de Pœpe, Defuis-

seaux (1) et Edouard Anseele agitent constamment la Belgique. Ce dernier mérite d'attirer le plus notre attention. Fils d'un cordonnier, né en 1856, Anseele avait dix-huit ans lorsqu'il entra dans le mouvement socialiste de Gand. D'abord compositeur dans une imprimerie, il colporta chaque dimanche le premier organe socialiste flamand, le *Werker*, puis il fonda le *Volkswil* et le *Vooruit*. Il dota Gand d'une boulangerie, d'une brasserie appartenant à des sociétés coopératives, ainsi que de vastes magasins de confections. Anseele est le véritable organisateur du socialisme belge.

Les manifestations, les congrès, la diffusion de diverses feuilles tirées à quinze mille exemplaires, le procès de Mons, en 1889, où vingt-sept socialistes et anarchistes furent saisis, sont la preuve que le Socialisme belge qui avait été jadis sans cohésion, sans discipline, se rapproche de plus en plus du Socialisme allemand. Volders osa donc déclarer à Paris, que l'organisation du parti est peut-être plus forte en Belgique que partout ailleurs.

Toutefois, dans ce pays de fermes et de solides croyances, les socialistes ont trouvé à qui parler ; et malgré la violence de leurs attaques, il ne paraît pas encore qu'ils aient entamé la digue puissante que les catholiques leur opposent

Hollande C'est par la Belgique, que le Socialisme entra en Hollande. Mais pour venir à bout de ce peuple agriculteur et commerçant, religieux et fidèle aux traditions de la famille, la démocratie hollandaise ne dut épargner ni cercles, ni casinos, ni comités électoraux.

(1) Alfred Defuisseaux est fils d'un sénateur millionnaire, il plaida comme avocat les causes des ouvriers puis il alla se mettre au service de Mehemet Ali dans l'armée bulgare. Malade il revint en Belgique et s'adonna au mouvement ouvrier.

En 1869, plusieurs sections de l'Internationale s'étaient déjà établies dans les grands centres. Après la Commune de Paris, les socialistes pénétrèrent jusque dans les ateliers des petites villes. Le gouvernement, pour les combattre, mit en œuvre la persuasion et la force, on licencia des ateliers, on augmenta les salaires, on protégea le travail par des lois. En revanche, le conseil de l'Internationale chargea aussitôt un comité de propagande, de poursuivre avec plus d'ardeur le recrutement des sections.

Le peuple fût entraîné, et l'*Association démocratique des Pays-Bas du Nord et du Sud* fut fondée, en 1883. Les socialistes hollandais ont pour chef un ancien prédicateur de l'Eglise luthérienne, Domela Nieuwenhuiss. Versé dans la littérature, les arts et la philosophie, Domela Nieuwenhuiss se démit un jour publiquement de ses fonctions, incapable qu'il était de concilier l'évangile de Luther avec ses propres maximes. Il parcourut les Pays-Bas, commentant le programme socialiste devant le bourgeois, le paysan et l'ouvrier ; il créa le *Reecht voor allen* ; et entouré d'agitateurs zélés comme le tailleur Gerhardt et ses fils, Liebers, Croll et le cordonnier Fortuin, il ne recula devant aucune audace. A l'occasion d'une visite du roi à Amsterdam, Domela Nieuwenhuiss, écrivait : « Quand viendra-t-il le temps où un homme, semblable aux autres, se trouvera à la tête de la République des Pays-Bas ? Levez-vous hommes du mouvement ouvrier ; éclairez le peuple et rendez-le meilleur ! Le grand jour de la Révolution est proche, la lumière de la liberté apparaît en flammes rouges à l'horizon (1). »

(1) Correspondance du *Sozial Demokrat.*

Après de pareilles excitations, le parti socialiste fit, en Hollande, plusieurs manifestations en faveur du suffrage universel. Une émeute sanglante eut lieu, en 1886 ; et, en 1888, Domela Nieuwenhuiss fut élu député aux Etats-généraux à Schoterland, par 1167 voix sur 2203 votants.

Délégué au congrès de Paris, Domela Nieuwenhuiss a déclaré, que si la Hollande ne marche point l'égale des autres nations par la prospérité de son industrie ; elle n'aura du moins rien à leur envier, au regard de la lutte que soutient le travail contre l'égoïsme du capital. Le 20 février 1890, Nieuwenhuiss arrivait à Berlin, afin d'apprendre des socialistes allemands l'art de diriger les élections. Aidé d'hommes aussi intrépides, le Socialisme peut faire le tour du monde.

CHAPITRE VII

LE SOCIALISME EN SUISSE, EN AUTRICHE ET EN HONGRIE

Suisse. Si le Socialisme a pénétré en Suisse, la faute en est à son gouvernement qui s'est fait un honneur de donner asile aux conspirateurs du monde entier.

Le fameux *Grütliverein* était une sorte d'association commune aux divers cantons, l'Internationale s'y glissa aussi bien que dans les *sociétés de perfectionnement de l'ouvrier ;* et pour donner à sa propagande une plus forte impulsion, elle trouva l'allemand Becker. En quatre ans, de 1864 à 1868, Becker réunit en sections les ouvriers allemands, groupa plusieurs sections suisses, fonda pour les femmes des associations, ne

dirigea pas moins de vingt-deux sections de l'Internationale, collabora à huit journaux et constitua, à Genève, un comité central dont le crédit fournit à plusieurs grèves une somme de près de soixante mille francs. Karl Marx craignit alors que Becker ne devînt trop puissant, et pour sauver son prestige, il créa à Zurich, un nouveau comité. C'était provoquer une crise capable de compromettre son œuvre; d'autant plus que dans le même temps, Bakounine tentait de prendre sa place à la tête de l'Internationale, moyennant la complicité d'un très grand nombre de sections suisses. On eut donc quelques mois deux internationales pour une; mais l'union se rétablit dans la suite.

Les ouvriers suisses n'en avaient pas moins continué de s'associer ; et leur *Fédération* s'était accomplie sur la base de la profession. Bientôt le peuple connaissant l'abîme qui s'entr'ouvrait pour lui, mit dehors le prince Krapotkine; les villes de Zurich et de Berne ne voulurent plus permettre que le congrès international se tînt dans leurs murs; les ouvriers suisses s'éloignèrent des socialistes allemands; et la réaction se fit sentir dans le Grütli qui se sépara aussi de la démocratie socialiste, au mois d'août 1881. Les chefs des deux partis firent tout pour opérer une fusion. Le congrès de Zurich y réussit. Forts de leur alliance, les allemands et les suisses allèrent jusqu'à soutenir, en 1886, contre le Conseil général, vingt-un anarchistes expulsés et redoublèrent d'attaques contre la police et la magistrature.

En 1888, le gouvernement de l'Empire demanda au Conseil fédéral contre les socialistes des mesures violentes que celui-ci accorda; mais la Suisse s'offensa bientôt d'apprendre que depuis longtemps, le cabinet de Berlin entretenait, chez elle, des espions et des agents provo-

cateurs. L'affaire Wolgemuth (1) qui survint en 1889, acheva de l'irriter. Un mois après, le gouvernement de Berne exilait la rédaction du *Sozialdemokrat* qui était composée d'Allemands, depuis le rédacteur en chef jusqu'au prote et au colporteur. La feuille socialiste suisse s'encadra de noir ; le *Sozialdemokrat,* qui avait été l'âme de tous les cercles,se réfugia en Angleterre; et de partout, l'on protesta par des adieux solennels que l'on fit aux expulsés. Le *Parti socialiste démocratique* qui s'était,pendant ce temps.définitivement fondé,avait déjà tenu son premier congrès. En 1890, les élections d'Allemagne furent saluées par les socialistes suisses comme un événement qui fera époque dans l'histoire.

Autriche Préparée à tous les excès par l'hypocrisie des maximes libérales, l'Autriche, comme les autres nations, a reçu le Socialisme.

En 1869, plus de cent mille ouvriers arrivèrent devant le Palais des chambres pour que le gouvernement fit droit aux exigences du peuple. On céda, quitte à prendre plus tard des mesures sévères ; mais unis aux Polonais, aux Italiens et aux Tchèques les socialistes organisèrent un comité de propagande, à Pesth, pour former des agitateurs et se répandre dans la Hongrie. Le ministère Hohenwarth essaya bien de détacher de l'Internationale les sociétés ouvrières ; il fut renversé

(1) Le lecteur se souvient que M. Wolgemuth était un inspecteur de police à Mulhouse et qu'il fût arrêté par la police suisse, le 22 avril 1889, au moment où il allait avoir une entrevue à l'hôtel de la gare de Rheinfelden avec le tailleur Lutz qu'il employait comme agent provocateur en Suisse.

Cet incident donna lieu à une longue action diplomatique qui eut un grand retentissement en Europe. Le comte Herbert de Bismarck prétendit à la tribune du Reichstag, que la campagne diplomatique qu'il avait dirigée, avait eu pour but d'obtenir l'appui de la Suisse contre les socialistes, et que cette campagne avait réussi.

avant d'avoir atteint son but, et le Socialisme put continuer son œuvre. Il est vrai que le libéralisme tenta tour à tour de le réduire et de le corrompre, qu'Oberwinder, leur chef fût même séduit et le parti ouvrier déchiré, mais l'agitateur Scheu en recueillit les restes sous la bannière de l'*Égalité*, son journal.

Après la grande crise financière de 1874, et lorsqu'Oberwinder qui avait essayé de regagner son prestige eût été entièrement abandonné, le règne effectif de l'Internationale commença pour l'Autriche. Les employés du gouvernement, les populations rurales, surtout celles de la Styrie, furent entraînés dans ce mouvement. En 1882, les anarchistes semaient partout l'épouvante, les socialistes s'en séparèrent et faisant choix d'un programme propre à tromper l'autorité, ils répandirent dans toute la monarchie des journaux capables d'agiter les associations et les assemblées ouvrières.

N'ayant pu les vaincre, le gouvernement présenta encore en 1887, un projet de loi contre eux. Réunis à Brünn, ils défièrent la répression. Beaucoup de journaux néanmoins disparurent, quelques associations furent dissoutes, d'autres tombèrent d'elles-mêmes. Il y eut des grèves; mais le calme se fit, grâce aux catholiques qui surent arracher au capital quelques lois favorables aux travailleurs. Les meneurs furieux s'assignèrent aussitôt des rendez-vous, dans les différentes sociétés de secours mutuels. Un complot anarchiste, que l'on découvrit, força le gouvernement de sévir avec plus de rigueur. Comprenant alors, combien ils avaient besoin d'une forte discipline, soixante-sept délégués de toute la monarchie, sous le prétexte d'une invitation personnelle se réunirent, à Hainfeld, en 1888, pour tracer leur programme, comme l'ont fait ailleurs tous les socialistes

modérés. Le juif Adler, un millionnaire de Vienne, y joua le principal rôle.

Hongrie La noblesse de Hongrie possédant la plus grande partie du sol, le prolétariat agricole y est fréquent. Dans un congrès que présida l'ancien membre de la commune Leo Franckl et, à l'instigation des juifs qui y étaient présents, on fit un manifeste en faveur du suffrage universel afin que le peuple « se réveillât, connût sa puissance, et réclamât son droit. »

Le paysan de la Hongrie que ruine l'usure prêta quelque temps l'oreille aux maximes du Socialisme; mais depuis le départ de Léo Frankl, on ne parla plus aux masses et l'agitation se ralentit. A peine se rencontre-t-il, à Pesth, de quoi former un parti véritable.

Le délégué Tchèque Hybès, au congrès de Paris, a bien fait entendre que pour la première fois, son pays était témoin d'un véritable mouvement socialiste; cependant, si l'on en croit Adler, le délégué de Vienne, les difficultés qui s'opposent dans la monarchie austro-hongroise à la diffusion des doctrines socialistes, sont le défaut du droit de réunion, la restriction de la liberté de la presse, la difficulté du colportage, la variété des langues et l'action sociale de la noblesse.

CHAPITRE VIII

LE SOCIALISME EN ITALIE, EN ESPAGNE ET EN PORTUGAL

Italie Il semblait que le Socialisme dût trouver sa terre promise en Italie. C'est le pays des conspirations et des sociétés secrètes; la haine politique s'y double de la haine religieuse; un gouvernement faible et révo-

lutionnaire y pille le trésor public et dépouille audacieusement le clergé ; la misère y est aussi profonde qu'aux époques les plus terribles de l'histoire des peuples. C'est plus qu'il n'en faut pour soulever les masses ouvrières. Par bonheur, le peuple italien est religieux, la haine des castes n'a point de force chez lui ; son industrie, lorsqu'on la compare à celle de ses voisins, a peu d'importance ; et ses ouvriers sont des paysans. L'Internationale n'a donc recruté tout d'abord que peu de monde en Italie, et ses sociétés se sont faites plutôt les instruments de la Révolution, avec Mazzini et Cavour pour chefs.

Lorsque Mazzini rompit avec l'Internationale, on vit se former trois camps : celui de Mazzini, celui de Garibaldi et celui de Bakounine. Garibaldi ne voyait aux questions sociales comme aux questions politiques que des solutions révolutionnaires tandis que Mazzini, révolutionnaire en politique, prétendait satisfaire pacifiquement aux revendications sociales. Quoiqu'il en fût, les partisans de Mazzini et de Garibaldi, ne manquèrent jamais de s'unir contre le catholicisme, l'ennemi commun. Ils favorisaient les protestants, faisaient tout pour chasser de Rome le souverain Pontife et supprimer la Papauté, désiraient priver le clergé de la totalité de ses droits civils. Ils ne parlaient de rien moins, si la guerre éclatait ; que de brûler ce qu'ils pourraient d'église avec le Vatican ; que de forcer les prêtres à s'exiler ; nvoquant dans leurs fureurs, le souvenir même des Vêpres siciliennes. Le comité d'accusation du congrès international de la Haye jugeait ainsi les socialistes taliens. « L'alliance en Italie, disait-il, n'est pas une association ouvrière, mais une tourbe de déclassés, la lie de la bourgeoisie, » et selon les paroles de Bakounine lui-même, « une jeunesse sans carrière, sans issue,

mais ardente et énergique.» Le Socialisme n'avait donc pas en Italie, de formation régulière, de principes arrêtés, ni de penseur qui lui composât sa doctrine. Mazzini n'a jamais été qu'un conspirateur, et Garibaldi, au dire d'un socialiste italien, ne sut *joindre à son courage de lion, que l'intelligence d'un âne*. C'était assez sans doute, pour inventer les injures et les outrages qu'il jeta toute sa vie au clergé et au Pape.

Le socialisme italien est très bruyant, il multiplie ses congrès et ses réunions, il vomit le blasphème et des insultes infâmes et nonobstant les divisions qui paralisaient ses forces, il a pu faire d'assez grands progrès.

En 1873, un congrès qui se tint secrètement, à Bologne, établit un comité de *correspondance* dans cette ville, un Comité de *statistique* à Florence, un Comité de *propagande* à Naples, et pour activer le travail souterrain dont les sociétés secrètes minent depuis un siècle la Péninsule, on décida qu'une Commission ambulante parcourrait le pays. Depuis la mort de Bakounine, l'Internationale de Marx, si fortement constituée, reprit son influence en Italie; mais comme le tempérament du révolutionnaire italien ne se plie pas facilement à la discipline, l'Internationale de Bakounine a toujours conservé de très nombreux adeptes. En 1876, les socialistes italiens organisèrent des manifestations pour troubler les fêtes du Jubilé du souverain Pontife, Pie IX. En 1878, les partisans de Marx imprimèrent à Rome, le *Devoir ;* et les anarchistes, le *Spartacus*.

Le Gouvernement s'est fait le complice de cette propagande qui le renversera. Le roi Humbert faillit être massacré, en 1878, et l'on ne s'est pas fait faute depuis, de le menacer de mort. Malgré la répression qu'on

leur oppose, les socialistes se sont multipliés, surtout dans l'Italie centrale. En 1880, les attaques de leurs feuilles contre la propriété furent si violentes que les choses n'allèrent pas loin d'une émeute sanglante. Un Congrès secret, tenu à Ponte Mariano, conseilla alors de recourir à l'action révolutionnaire le jour où le peuple ferait sérieusement mine de vouloir agir ; et en 1882, le parti modéré persuada qu'il fallait se servir des élections, car « le bulletin de vote, disait-on, n'empêchait pas au moment opportun, de tirer le coup de fusil. » Les anarchistes s'en moquèrent, mais près de cinquante mille voix envoyèrent quelques députés à la Chambre. André Costa qui était l'un des principaux agitateurs, fut élu. De 1883 à 1885, le mouvement gagna du terrain ; la logique du Socialisme après tout n'est point si sotte, et depuis qu'un roi Humbert dépouille le Pape, pourquoi le peuple ne dépouillerait-il pas ce roi ?

Bien que chaque ville ait ses sociétés, chaque société ses règlements, le parti socialiste a cherché à s'unir, en Italie, en se traçant un programme commun. La politique sectaire et arrogante du ministre Crispi a rendu désespérée la situation de ce malheureux pays, et les villes d'Italie se sont vues parcourir par des légions d'affamés, comme Londres. Tous ces ouvriers ne sont pas socialistes, mais ils pourraient un jour en grossir les rangs. On se rappelle les troubles qui effrayèrent, en 1889, le Milanais et Rome. Avec des pioches, des pelles et des piques, en une demi-heure seulement, les ouvriers brisèrent dans plusieurs rues les vitres des boutiques. Au congrès de Paris, onze délégués vinrent d'Italie ; parmi eux, il y avait trois anarchistes, mais la violence de leur langage les fit mettre à la porte.

En 1870, les révolutionnaires italiens étaient les pre-

miers à acclamer les succès électoraux du socialisme en Allemagne. Le *Circolo radicale* de Rome saluait dans les socialistes allemands les pionniers de la nouvelle révolution pour la justice sociale ; se souvenant que Mazzini, malgré son antipathie contre les doctrines de Marx, avait prédit que la jeune Allemagne et la jeune Italie seraient appelées à résoudre la question sociale... Juste retour des choses humaines ! « Les rois et les princes ont tenu conseil contre le Seigneur et contre son Christ » et voilà que les peuples tiennent conseil contre les rois. « C'est que Celui qui est assis dans les cieux, se rira et se moquera d'eux... (1).

Espagne Ce fut la révolution de 1868 qui permit à l'Internationale de pénétrer en Espagne. Le Comité de Genève et le Conseil de Londres avaient fait un appel aux prolétaires, et vingt mille hommes de la Catalogne et de l'Andalousie pour la plupart, y répondirent et envoyèrent un des leurs aux Cortès. En 1870, protestant avec les groupes anglais et belges contre la guerre d'Allemagne et de France, les socialistes maudirent *mille fois le préjugé de la patrie.* Pris de peur, le ministère Sagasta commença de les poursuivre, mais bien que la police saisit leurs manifestes et leurs adresses, ils attaquèrent avec plus de fureur la bourgeoisie.

Les menées secrètes de Bakounine, l'habileté et l'audace de ses émissaires, l'ardeur passionnée des espagnols, poussèrent aux extrêmes le parti. Au Congrès qui se tint, en décembre 1872, à Cordoue, trente-six fédérations s'organisèrent d'après le mode anarchiste, en dépit des partisans de Marx que ces dissentiments affaiblirent.

L'abdication du prince Amédée, en 1873, mit l'Es-

(1) *Psalm.* 2.

pagne aux mains de Figueras, de Salmeron, de Pi y Margal et de Castellar, et l'Internationale comptant alors 371 sections corporatives et 114 sections mixtes, arriva à son apogée. Le défaut d'organisation empêcha tout seul les plus grands désastres.

Le Conseil général de l'Internationale de New-York excita les ouvriers espagnols à fonder la République sociale; mais séparés des marxistes, ils ne répondirent pas à cet appel. Entraînés enfin par le mouvement de la révolution, ils voulurent s'unir aux républicains fédéralistes, pour établir sous le nom de *canton*, le même régime que les Français ont nommé *Commune*. Les ravages, que firent parmi ces gens les maximes impies de Bakounine, furent effroyables. Trente mille ouvriers décrétèrent à Barcelone les lois du travail; à Malaga, les rebelles désarmèrent la garnison, incendièrent les casernes, proclamèrent la République. Dans l'Estramadure, les biens communaux devinrent la proie des paysans qui se les partagèrent. Dans la province de Badajoz, on dépouilla les grands propriétaires; le comité de salut public réduisit de moitié les redevances des baux, confisqua les biens de l'Eglise, remit aux mains de ceux qui les voudraient rendre productives, des terres non exploitées. Les ouvriers, en Catalogne, demandèrent que l'Etat leur fournît du travail, au moyen de sociétés coopératives de production. Des gens d'armes périrent, à la grève d'Alcoy, et l'alcade massacré fut piétiné par la foule. San Lucar, Cadix, Séville, Carthagène, s'insurgèrent, le sang coula partout. Le calme ne rentra à Barcelone qu'au mois de janvier 1874. La dictature de Serrano et l'état de siège mirent fin, par la dissolution des cercles et des diverses associations, à ces horreurs. L'Internationale d'un coup,

perdit un grand nombre de ses partisans, déçus dans leurs excès ou que la répression avait rendus plus sages Toutefois, le Socialisme se refit dans l'ombre, il attenta sur la vie de ses ennemis, en particulier sur Garcia Ruys et le roi Alphonse XII. Plus d'un grand propriétaire vit brûler sa ferme et sauter sa fabrique, dans l'année 1878, et dans celles qui suivirent; on en brûla un jour, dix-huit à la fois. Pour être souterraine, la conspiration n'en était que plus dangereuse, les anarchistes triomphaient; les modérés s'en distinguèrent par l'appellation de *Parti ouvrier démocratique socialiste* et, le 16 août 1882, à Barcelone, 123 délégués acclamèrent comme leurs confrères de France le principe de la propriété collective et de la participation des ouvriers aux luttes politiques. En 1883, à la conférence de Paris et, en 1889, au 14 juillet, le Socialisme d'Espagne envoyait deux représentants; mais chez ce peuple plein d'ardeur, tel aujourd'hui modéré ira demain jusqu'à l'extrême.

Portugal Les progrès du Socialisme en Portugal furent moins prompts mais plus constants. Les quinze partisans que l'Interternationale y recrutait, en 1871, s'élevaient, en 1873, à quinze mille; beaucoup d'espagnols fugitifs étaient venus grossir leurs rangs. Faibles à leurs débuts, les socialistes portugais cherchaient au dehors l'union des républicains. Devenus plus puissants, ils tentèrent, dans leur premier congrès de 1877, de se former sur l'exemple des socialistes d'Allemagne, et, en 1878, ils s'occupèrent d'unir leurs groupes et d'adhérer à la ligue générale fondée à Gand. Cette marche ascendante trouva cependant un obstacle, dans le respect que les ouvriers faisaient voir pour la religion et dans l'amour qu'ils avaient pour le travail. Aussi, en 1882, le

congrès de Lisbonne répéta-t-il qu'il ne prendrait pas de moyens révolutionnaires. La *Protestation des ouvriers* avait été, jusqu'au 1er mai 1890, la seule feuille des socialistes du Portugal qui n'envoyèrent à Paris qu'un délégué. Les récents événements ont fait voir pourtant, combien de tels gens sont habiles à se saisir des premiers prétextes pour entraîner les peuples au renversement non pas seulement des trônes, mais des bases même de la société. Durant quinze jours, un coup de main sur Lisbonne a menacé d'une révolution jusqu'à la régente d'Espagne, et les mots de république ibérique ont couru, comme une menace sinistre, sur les lèvres de tous les émeutiers de la Péninsule.

CHAPITRE IX

LE SOCIALISME EN RUSSIE, EN POLOGNE, EN SERBIE, EN BULGARIE, EN ROUMÉLIE ET EN ROUMANIE

ussie Le gouvernement despotique des tzars, les vices de la noblesse et son esprit révolutionnaire, l'éducation impie qui se donne en Russie, sont la cause que les doctrines subversives de la société y font des progrès extrêmement rapides. C'est dans les campagnes qu'elles ont causé les plus grands ravages ; elles y ont un nom particulier : le *Nihilisme*. Le mouvement y était dirigé de Suisse par Bakounine, d'Angleterre par Herzen. En 1870, Karl Marx présenta au Conseil général de Londres, comme affiliées définitivement à l'Internationale, les sections russes, composées presque toutes de polonais, mais il ne tarda pas à s'apercevoir que les deux chefs révolutionnaires travaillaient, en dehors de l'Internationale, à propager les maximes du Pans-

lavisme. Herzen, dans son journal, la *Cloche* (Kolokol), s'en faisait le défenseur, dans le but d'établir sur les ruines de la société, le communisme agraire que la Russie a conservé, en souvenir de l'organisation nomade des anciennes tribus slaves et tartares. Des deux apôtres révolutionnaires de la Russie, c'est Bakounine dont la vie fut le plus agitée.

Ancien officier d'artillerie, au dire de la *Chronique des ouvriers* de Pesth, il vint, en 1848, à Breslau, et s'y fit inscrire du parti démocratique. Le manifeste panslaviste qu'il lança, au congrès slave de Prague, fut cause qu'on le dénonça comme agent russe. Arrêté à Chemnitz, condamné à mort, en Saxe et en Autriche, pour ses menées révolutionnaires, Bakounine fut réclamé par le tzar Nicolas qui l'envoya en Sibérie. Mais il réussit à s'enfuir pour gagner le Japon, grâce à la connivence de son cousin, le comte Murawieff, qui gouvernait la Sibérie. C'était en 1856. Il passa en Amérique, la traversa et vint re oindre, à Londres, Herzen, décidé qu'il était à consacrer sa vie à la cause de la « liberté des Russes, des Polonais et de tous les Slaves. » C'est alors, qu'il publia sa brochure de *Romanoff Pugatschoff ou Pestel*, où il faisait connaitre quelle Russie nouvelle il rêvait, et réclamait du tzar Alexandre un Etat tel que l'avait créé le Grand Pierre. Fidèle jusqu'à la mort à demander la constitution d'un Etat panslaviste, où le gouvernement serait exercé par le peuple, avec ou sans le tzar, Bakounine ne voulut jamais permettre que l'Internationale d'Occident devint prépondérante. Il finit ses jours, dans une délicieuse villa de la Suisse, à l'abri des périls sociaux qu'il avait soulevés de toutes parts. Cet homme fut l'un des plus cyniques blasphémateurs du siècle.

Corrompre, déchirer et affaiblir l'Europe par la révolution, l'anarchie et la guerre, et pousser ensuite contre l'Occident en ruine des hordes slaves; séduire par l'appât du communisme agraire le prolétariat d'occident, voilà ce que Bakounine chercha toujours et quel fut le but constant de ses efforts. Le gouvernement russe ne paraît pas être demeuré indifférent à la propagation de pareilles doctrines. Plus d'un événement, plus d'une révélation semblent prouver qu'il ne craignit pas de s'en faire le complice. Le fanatisme des agents du Panslavisme est vraiment infernal; le catéchisme de Bakounine n'enseigne que la destruction, et si cette propagande ne se fait que trop dans les autres pays, elle n'est pas sans porter ses tristes fruits dans la Russie même.

Au Reichstag, le Socialisme modéré représenté par Bebel et Liebknecht a renié toute solidarité avec le nihilisme, mais cependant les relations entre le socialisme occidental et le nihilisme russe vont se multipliant toujours, depuis quelques années. Des journaux, comme le *Tscherny Peredjel* de Pléchanoff et l'almanach de la *Narodnaja Wolja* fondé en 1883, ont travaillé à répandre, en Russie, les doctrines de Marx et d'Engels. Six délégués russes étaient au congrès de Paris, parmi lesquels l'ancien colonel Lawroff, qui annonça avec Pléchanoff la fondation en Russie, d'une fédération semblable à celle de l'Europe occidentale et qui a pour nom, l'*alliance des Démocrates socialistes russes*. Aidée d'une bibliothèque ouvrière et d'un journal qui parut pour la première fois, en 1888, à Genève, et prit le nom de *Sozial demokrat*, cette association poursuit au nom de toutes les libertés « l'avènement du prolétariat ouvrier qu'elle veut désormais établir sur les ruines de la commune agraire elle-même, devenue,

dit-elle, entre les mains d'un pouvoir avide et besogneux, un moyen de plus de livrer le travail en exploitation à la bourgeoisie. »

Pologne Tel était le rapport du délégué Plechanoff, au congrès de Paris, lorsque; parmi les quatre délégués de la Pologne, Madame Iankowska affirma que sa patrie cherchait à suivre le tactique du socialisme d'Allemagne et osa tenir ce langage : « La fureur du peuple polonais se déchargeait autrefois comme un orage ; il se recueille aujourd'hui et réunit ses forces pour frapper un grand coup. La Pologne parut un peu tard sur le théâtre où le drame de la démocratie socialiste est représenté mais en quelque lieu que ce soit, elle saura remplir le rôle qui lui sera assigné. » La Pologne ajoute donc aux malheurs de l'invasion et de l'oppression étrangère, les discordes sociales, malgré la foi antique de ses pères, et bien qu'elle ne compte guère qu'un petit nombre d'ouvriers industriels.

L'arrestation de quatre-vingt-treize socialistes à Cracovie et à Lemberg, les procès qui eurent lieu en Posnanie, les condamnations de cent vingt-deux révolutionnaires polonais, en 1885, à Varsovie (1), avaient déjà fait connaître à l'Europe que la Pologne devenait la proie du Socialisme. Par une feuille clandestine, le *Prolétariat*, une revue mensuelle, la *Lutte des classes*, et le *Przedswit* imprimé, à Genève, le Socialisme en est venu à conseiller à la Pologne de quitter les luttes nationales, pour songer à l'émancipation de l'ouvrier et préparer la Révolution sociale que les Polonais Bardowsky Kunitz-

(1) Une association la *Solidarité* s'était fondée à Varsovie en 1883.

ky, Ossowsky et Petrussiniski, sur le point d'être pendus, acclamèrent.

ie Tout en remuant la Pologne, la Révolution avait déjà causé, en 1873, un mouvement socialiste, en Serbie. C'est en vain que le gouvernement l'avait combattu sans retard par des mesures sévères; en vain qu'il avait déclaré à la Turquie la guerre afin de faire diversion aux troubles qu'il redoutait : des feuilles habilement rédigées firent entrer à la chambre plus de quinze députés. Une jeune fille serbe, Militza Théodorowitsch, étudiante des universités de Saint-Pétersbourg, de Zurich et de Paris, avait consacré sa vie, jusqu'en 1881 où elle mourut, à la propagande de ces doctrines.

garie Le Socialisme n'a pu s'organiser d'une façon définitive en Bulgarie et en Roumélie, en dépit des efforts d'Itoganoff, le fauteur du mouvement qui rompit de fait, en 1885, les liens qui rattachaient la Roumélie à la Porte. *mélie*

manie Mais par contre, les paysans de Roumanie étaient déjà venus, en 1882, à Bukarest, demander qu'on leur abandonnât des terres de l'Etat ; et l'agitateur socialiste Mani affirma, au congrès de Paris, au nom de quatre délégués roumains, qu'il ne désespérait pas de voir bientôt le Socialisme jeter de fortes racines dans sa patrie, moyennant que les pays voisins continuassent d'y concourir.

CHAPITRE X

LE SOCIALISME EN DANEMARK, EN SUÈDE ET EN NORWÈGE.

emark La liberté de l'industrie amena, en 1857, à Copen-

hague et dans ses environs, près de trente mille ouvriers. Les libéraux ouvrirent alors les voies au Socialisme.

Avec l'aide d'un certain Rimestod et sous la direction du pasteur Sonne, des sociétés de consommation s'étaient fondées. Après la Commune, l'Internationale fit son entrée dans le Danemark; et les trois aventuriers qui en étaient les chefs, Pio, Geleff et Brix, fomentèrent des grèves nombreuses. Les arrestations, les enquêtes, la dissolution des sociétés, rien ne vint à bout des socialistes danois qui reparurent, après des démonstration menaçantes, sous d'autres titres, avec d'autres chefs, en s'inspirant du programme impie de Lassalle.

Les petits fermiers, les ouvriers et les domestiques des campagnes avaient vu croître très rapidement la fortune et l'orgueil des grands propriétaires. Jaloux et foulés par ces parvenns de la veille, ils allèrent grossir le nombre de ceux que l'on appelle parfois le *quart état*, et auxquels s'adresse la propagande révolutionnaire.

Un instant sans doute, la détention prolongée de Brix, la fuite en Amérique de Pio et de Geleff, qui laissaient la caisse vide et une dette de huit mille couronnes qui grevait leur journal, ont pu jeter le désarroi dans le parti ; mais des encouragements venus d'Allemagne contribuèrent à nourrir les agitations socialistes. On le vit surtout après le congrès de Copenhague, en 1882, car malgré leur division en *marxistes* et en *dossibilistes*, leurs journaux, au dire de Petersen, délégué au congrès de Paris, avaient trente mille abonnés ; et 17,000 voix envoyaient, cette année, trois députés à la Chambre.

Suède. Il y avait, en Suède, un révolutionnaire infatigable, le tailleur Palm, qui s'était formé dans les écoles d'Allemagne aux doctrines socialistes. Il parcourait sa patrie, aidé

de quelques secours de M. de Vollmar, qui lui permettaient de vivre ; et convoquait les ouvriers soit dans les forêts, soit dans les temples. Il alla jusqu'à tenir, en cinq mois, soixante-dix-neuf réunions, vendant les premiers numéros de son journal, le *Vœu du Peuple.* L'accroissement rapide de la population, la construction des chemins de fer, l'exploitation des mines qui fut cause que des ouvriers étrangers affluèrent, en Suède, l'avaient favorisé dans sa propagande. Aussi, malgré les efforts de la police et au milieu des épreuves de toutes sortes, Palm réussit à faire des conférences à Upsal, aux étudiants de l'université qui voulurent un jour fraterniser avec les ouvriers. Stockolm comptait, en 1886, cinq mille socialistes qui cherchèrent peu à peu à pénétrer, dans les associations professionnelles. En 1889, à la veille du soixantième anniversaire de la naissance du roi, les socialistes déclarèrent qu'il fallait supprimer la Monarchie pour y substituer la République.

Norwège Longtemps, le sentiment religieux avait empêché les doctrines socialistes de s'étendre en Norwège ; mais, en 1889, le *Parti des sociétés ouvrières,* créé dans le troisième congrès de Christiania, reconnut le programme socialiste des autres nations; et, au congrès de Paris, un délégué de la Norwège, vint à la suite des deux représentants de la Suède.

CHAPITRE XI

LE SOCIALISME EN AMÉRIQUE

Une société jeune, comme celle de l'Amérique, était propre à favoriser le développement de l'Internationale.

Karl Marx ne s'y trompa point et il y transporta le siège de son Conseil général.

Il y avait en Amérique, à la manière des *Trade's unions*, des sociétés ouvrières professionnelles qui formaient, en s'unissant, la *National labour union*. Marx pensa les entraîner dans l'Internationale. Il correspondit avec elles, et, en 1869, elles décidèrent d'envoyer au congrès de Bâle, le délégué Cameron, comme représentant de huit cent mille ouvriers américains. La *National labour union* déclarait recevoir les principes de *l'Association internationale des ouvriers*, dans la pensée d'y être admise dans un avenir prochain. C'était pour l'Amérique, une résolution grave si la *National labour* ne se fut, bientôt après, désorganisée.

Le socialisme américain pâtit de suite de cet événement. Par bonheur pour lui, là, comme en Angleterre, il avait fondé dans les grands centres, des sections indépendantes composées d'ouvriers allemands, américains, français, irlandais et espagnols.

Deux femmes alors, voulurent se servir de l'Internationale, pour mettre à exécution leur programme de *l'amour libre* et de *l'émancipation de la femme*. Deux sections furent à ce point fanatisées que l'une d'elles proposa, pour candidat à la présidence des Etats-Unis, en 1872, Victoire Woadhull, l'une de ces mégères. La division se mit dans le parti ; mais, vingt-deux sections demeurées fidèles au Conseil général de New-York, s'organisèrent à nouveau, dans un congrès.

Bien que l'Internationale américaine ne fût pas en mesure de profiter des souffrances de la classe ouvrière lors de la crise industrielle; elle décida, en 1874, pour arriver à la suppression des classes, de constituer les ouvriers en *parti politique et indépendant;* et d'accord

avec les congressistes de la Haye, elle constitua la *Fédération Américaine* de l'Internationale. Les luttes qui déchirèrent le parti, de 1874 à 1876, n'arrêtèrent pas son progrès. On le connut assez lors de l'Exposition de Philadelphie, où les deux mondes, mis en présence, déclarèrent qu'il fallait *substituer à la république démocratique la république sociale*, pour remédier aux souffrances du peuple. En 1876, on tenta de rallier les dissidents, on prit un programme semblable à ceux qui ont été décidés, en Europe ; et l'on établit pour l'Internationale américaine, un comité centrale, à Chicago, et un comité de surveillance, à New-Hawon. L'indiscipline fit naître des divisions ; le Socialisme ne périt point. Il montra sa puissance par les grandes grèves qui renouvelèrent en 1877, à Saint-Louis et à Chicago, les excès de la Commune de Paris. A New-York, une grande manifestation se fit en leur faveur, et la discipline devenant plus forte, le Socialisme remporta aux élections municipales des succès alarmants. Il constitua des sociétés d'éducation et de défense, où *les ouvriers se formaient au maniement des armes*, dans les États manufacturiers d'abord, dans les États agricoles ensuite et enfin dans les États miniers.

Du reste, disait le *Vorwœrts*, en 1878, deux millions d'ouvriers se trouvaient sans travail et un million sans domicile. Ce chiffre est peut-être forcé, mais il ne faut pas oublier que la soif de l'or et sa puissance sans bornes, la débauche, la prostitution et les crimes d'avortement dont le nombre est effroyable, menace d'un avenir sombre la société américaine, malgré l'apparente prospérité qui la décore.

Le plus grand obstacle, qu'ait rencontré là-bas le Socialisme, vient de ce qu'étant apporté par les immigrés de

l'Allemagne, il se rendit d'abord suspect aux indigènes. Le sort des ouvriers n'est point d'ailleurs, chez eux, semblable à celui des ouvriers d'Europe. Plus heureux et plus à l'abri des caprices de la fortune publique, le travailleur se laisse moins séduire aux attraits du communisme, bien que l'esprit d'association soit très puissant en Amérique. Grâce à la presse pourtant, à l'activité du parti et aux écrits de Henry George, les idées de la propriété collective du sol ont fait, parmi le peuple américain, de grands progrès. « La bourgeoisie ne l'ignore point, disait, au congrès de Copenhague, en 1882, un socialiste du nouveau monde, et elle se prépare à la lutte; mais s'il arrive qu'elle se serve enfin, du pouvoir politique, pour ouvrir contre nos frères une campagne de persécutions et d'oppressions légales, les Etats-Unis pourront être témoins d'événemens ttels que le vieux monde peut à peine se les représenter. »

En 1886 (1), près de 500,000 ouvriers se mirent en grève dans les Etats-Unis Des associations gigantesques s'étaient formées sur tous les points de l'Amérique, entre autres, les *Chevaliers du travail*, les *Trade's Unions* et les *Sociétés de Henri George*. Frédéric Engels demanda alors aux immigrés allemands de se faire, « sans pour cela renoncer à l'expérience qu'ils apportaient de l'Europe, américains de part en part, afin de servir mieux la cause du prolétariat. » La fusion ne se fit pas, et les Allemands n'ont pu réussir à s'emparer de la direction du parti en Amérique, malgré le voyage de M. Liebknecht, de l'anglais Aveling et de sa femme, une fille de Karl Marx.

(1) Les grèves sont en Amérique à l'état permanent de 1881 à 1886. — 22,304 grèves avaient suspendu le travail de 1,323,000 ouvriers, elles ont fait perdre aux patrons et aux ouvriers 425 millions de francs. 9900 grèves seules ont réussi.

Quelques membres des *Trade's Unions* seulement se sont donnés au Socialisme, mais les sociétés elles-mêmes y répugnent. Les *Chevaliers du Travail* ont su maintenir en effet, malgré ses efforts pour pénétrer dans leurs rangs, l'intégrité de leurs statuts, garantie par les sentiments religieux de leurs chefs et d'un grand nombre de leurs membres.

La journée de travail de huit heures, que l'on réclama si vivement au 1er mai, n'est point de l'invention de l'Europe ; c'est l'Amérique qui l'a trouvée. *La Fédération des Associations professionnelles* et les *Chevaliers du Travail* ont été les premiers à en parler. Les socialistes y virent un moyen de réveiller l'esprit de classe; leurs frères le portèrent aussitôt au-delà des mers.

La grève qui éclata au mois d'août, à New-York, parmi les employés de chemin de fer, interrompit le service des voyageurs pendant deux jours. Elle était soutenue, dit-on, par les *Chevaliers du Travail* (1). Malgré les efforts que fit la compagnie, il lui fallut un mois pour dégager les voies et permettre aux marchandises de parvenir à New-York. Elle perdit ainsi plus de quatre-vingt millions de francs. Plusieurs accidents émurent la population ; l'inexpérience du nouveau personnel, peut-être aussi la vengeance de quelques grévistes en furent cause. Cette grève terrible fit voir la puissance dont disposent les *unions ouvrières* de l'Amérique, mais quel danger elles peuvent devenir pour la société, quand elles n'obéissent pas à la justice

(1) La compagnie avait renvoyé 50 hommes, membres de l'association des *Chevaliers* du Travail. Les *Chevaliers du Travail* demandèrent donc leur réintégration. Cette demande fut rejetée. Sur le champ la grève fut déclarée

Cette grève n'avait point été fomentée par les socialistes.

et veulent aveuglément imposer leur volonté. Quelque étrangères qu'elles soient au parti socialiste, les associations ouvrières ne seront bonnes, qu'autant qu'elles s'inspireront de la religion, pour présenter leurs réclamations. Le bureau d'arbitrage, qui s'efforce de concilier patrons et ouvriers, demeurera impuissant, aussi longtemps que la charité ne viendra pas achever, dans les rapports du capital et du travail, l'œuvre de la justice elle-même.

CHAPITRE XII.

L'ANARCHISME

On a vu qu'il s'était formé à côté du *Socialisme collectiviste* un autre parti qui se donne le nom d *Anarchisme :* il faut raconter brièvement son histoire.

Proudhon entendait par anarchie, la suppression de tout gouvernement et la liberté absolue de l'individu. « Quiconque, disait-il, pour organiser le travail, fait appel au pouvoir et au capital a menti ; parce que l'organisation du travail doit-être la déchéance du capital et du pouvoir, l'ordre résultant du libre mouvement de l'individu. »

L'anarchisme d'aujourd'hui n'admet pas, comme Proudhon, la propriété collective universelle qui rappellerait l'Etat, mais il la concède à des groupes qui se formeraient librement. Ce qui distingue le collectiviste et l'anarchiste est donc facile à voir. Pour le collectiviste, l'Etat est tout ; il doit être l'unique propriétaire. Pour l'anarchiste, il ne doit pas y avoir d'Etat. En fait, le

collectiviste cherche à détruire l'Etat tel que nous l'avons, pour en établir un à sa mode, en employant les moyens que l'Etat existant laisse à sa disposition : le bulletin de vote et l'action politique ; tandis que les armes de l'anarchiste sont le pétrole et la dynamite. Citons un extrait du catéchisme de l'anarchiste.

« I. Le révolutionnaire est revêtu d'un caractère sacré. Il n'a rien qui lui soit personnel, ni un intérêt, ni un sentiment, ni une propriété, ni même un nom. Tout en lui est absorbé par un objet unique, par une pensée unique, par une passion unique : la Révolution.

II. Il a rompu absolument au plus profond de son être avec tout l'ordre civil présent, avec tout le monde civilisé...

III. Il ne connait bien qu'une seule science : la destruction. *Il n'étudie que dans le but de détruire...*

IV. Le révolutionnaire méprise l'opinion publique. Il a la même haine pour la morale présente. Pour lui, tout ce qui favorise le triomphe de la Révolution, est légitime et tout ce qui l'entrave, est criminel (1). »

Voilà la doctrine de ces hommes, auxquels les gouvernements permettent de vivre, que le tzar laisse évader de Sibérie, et qui veulent dominer les peuples. Mais que d'autres hommes se présentent eux aussi, revêtus d'un caractère sacré, qu'il n'y ait rien qui leur soit personnel, ni un intérêt, ni un sentiment, ni une propriété.., que tout en eux soit absorbé par un objet unique... Dieu ! par une pensée unique... les âmes ! par une passion unique... l'amour ! Pilate, ayant à choisir entre celui-là et celui-ci, laissera égorger l'un et sauvera l'autre (2).

(1) Catéchisme de Bakounine.
(2) Souvenons-nous qu'au moment où le libéralisme chassait les religieux et les religieuses, il rappelait les communards.

— C'est au congrès de La Haye, en 1872, que Bakounine et ses partisans furent excommuniés de l'Internationale et fondèrent aussitôt la *Fédération du Jura*, d'où sortit *l'association internationale des anarchistes*. Le congrès qui se tint du 14 au 19 juillet 1881, en Angleterre, leur donna une impulsion nouvelle. Quarante délégués représentaient quelques centaines de groupes des deux mondes ; et pour ne pas attirer l'attention, on changea tous les jours le lieu de réunion. Les résolutions suivantes y furent prises.

« Les révolutionnaires de tous les pays s'unissent pour préparer la révolution sociale. Ils formeront *l'association internationale des ouvriers socialistes révolutionnaires*. Le siège de l'association sera établi à Londres. Des sous-comités seront formés à Paris, à Genève et à New-York. On créera des sections avec un comité exécutif de trois membres, partout où il se trouvera un nombre suffisant d'adeptes. Les comités de chaque pays entretiendront des rapports entre eux et avec le comité principal, pour rendre compte de la situation et pour faciter les renseignements ; ils auront à leur disposition de l'argent pour acheter des poisons et des armes, et ils chercheront à découvrir des endroits où des mines pourraient être établies.

Pour arriver au but poursuivi, à l'anéantissement des souverains, des ministres, de la noblesse, du clergé, des grands capitalistes et d'autres exploiteurs, tout moyen est légitime. Il y a lieu, en conséquence, de donner une attention spéciale à l'étude de la chimie, à la confection des matières explosibles ; celles-ci étant l'arme la plus puissante. Il y aura à côté du comité principal un comité exécutif ou un bureau de renseignements, qui sera chargé de la correspondance et

de l'exécution des décisions du comité principal. »

A peine le congrès fermé, le comité exécutif déploya une grande activité. Bientôt, à côté de la section anarchiste allemande, se formèrent, à Londres, une section anglaise, une section française, une section slave et une section irlandaise. Les anarchistes tinrent dès lors un langage infernal. On déclara, en 1882, que le meurtre du tzar Alexandre avait été *un acte nécessaire ;* on exprima l'espoir de voir le *châtiment prochain de tous les tyrans*, et à la réunion commémorative de la commune de Paris, un orateur termina son discours par ces paroles : *la bombe au roi, la balle au bourgeois, le poignard au prêtre, la corde au traître.* Le gouvernement anglais commença à prendre des mesures énergiques. Le journal, la *Liberté*, fut supprimé; Son rédacteur en chef, Most, et les principaux meneurs durent quitter Londres. Le belge Dave et l'autrichien Peuckert se disputèrent la direction du parti qui se laissa aller à des scènes de désordre inoui.

— C'est Most qui souleva pendant longtemps les anarchistes de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse. Mais grâce à la forte organisation du collectivisme, l'anarchisme ne s'est guère développé en Allemagne. Il a pensé toutefois faire sauter le monument national de Niederwald. La police a saisi plusieurs forcenés. L'un deux, le tailleur Lieske, osa dire, un jour, aux juges qui le condamnaient à mort : « Malheur à vous ! votre arrêt de sang ne me survivra pas longtemps. » En 1888, la nouvelle feuille des anarchistes allemands de Londres, l'*Autonomie*, pénétrait en Allemagne par la frontière suisse et la frontière belge.

— Les idées extrêmes eurent toujours chance de réussir en Belgique.

« Quiconque n'a pas porté les haillons de la misère ne peut vouloir la vraie révolution, disait *le Mirabeau*, L'ouvrier seul la fera. On emploie contre lui toutes les armes ; soit : œil pour œil, dent pour dent, mettons en œuvre le feu, le fer, le poison et le pétrole. Faisons table rase. Abattons cette société pourrie dont notre misère et notre ignorance sont la base. Vainqueurs, nous élèverons une société nouvelle fondée sur la justice. » Le socialisme modéré s'est organisé et discipliné en Belgique, mais l'anarchisme y est resté fidèle à ces promesses. Les grandes grèves et les révoltes de 1886 en ont été la preuve; une véritable rage de destruction s'était emparée des masses qui ayant quitté leur travail incendièrent les verreries du bassin de la Meuse.

— L'anarchisme s'est fait connaître en France, à Montceau-les-Mines et à Lyon.

Déjà en 1870, Bakounine avait remué Lyon et Marseille; mais le parti ne se constitua qu'en 1880, à la suite d'un congrès régional de l'Est, où les ouvriers se divisèrent en deux fractions : les *Suffragistes* et les *abstentionnistes*.

L'Association internationale des ouvriers socialistes révolutionnaires eut bientôt, à Paris, un sous comité. *La Fédération de l'Est* étendit son action en province; son journal changea souvent de titre, et s'appela tour à tour : *le Droit social, l'Etendard révolutionnaire, la Lutte, le Drapeau noir, le Défi, l'Hydre anarchiste*. C'est de Genève et de Lyon que vint le mot d'ordre qui fut cause des attentats de Montceau-les-Mines : « Que de villes, écrivait *l'Etendard révolutionnaire*, de bourgs, de hameaux, dépourvus de soldats, où l'on pourrait commencer le branlebas! » A Genève,

un ouvrier anarchiste, tout en insistant sur la difficulté de former des groupes à Montceau-les-Mines, avait fait cette déclaration « Nous sommes décidés à l'action. » Le branlebas commença à Montceau. Dans les nuits du 11, 12, 13, 14 août 1882, on brisa les croix, on se rua sur la chapelle, le tocsin fut sonné au milieu des cris sauvages, on brûla les ornements et les objets du culte « Quelle belle initiative, disait le *Révolté de Genève*. Il n'est pas possible qu'une si héroïque propagande reste longtemps inféconde. »

L'organisation des anarchistes de Montceau formait des groupes distincts masqués sous la forme de chambres syndicales ; ils se nommaient le *Drapeau rouge*, *l'Eclaireur*, *l'Avant-garde*, *le Bonnet rouge*, *la jeune Montagne*. Au moment où le jugement allait être prononcé contre les anarchistes, on terrorisa le département de Saône-et-Loire, Il y eut de violentes explosions à Lyon et, fait presque inouï dans les annales judiciaires, la Cour remit l'affaire à une autre session, vu les menaces de mort que les anarchistes lançaient aux témoins et aux jurés. En très peu de temps, ils avaient tenu vingt-quatre conférences privées et treize conférences publiques. La police arrêta les meneurs dont fut le fameux prince Krapotkine. On se souleva à Roubaix et l'on manifesta à Paris.

En 1886, une bombe fut trouvée dans l'église de Saint-Nizier de Lyon, et l'on put lire dans un placard des menaces contre la vie du vaillant évêque de Grenoble, Mgr Fava (1). En 1887, deux autres bombes firent explosion devant le palais de justice de Lyon,

(1) L'auteur de ce placard était un jeune homme de 22 ans et du nom de Lucien Morelle. Il avait des relations avec les anarchistes de Genève et de Lyon.

elles blessèrent six personnes. Un nommé Gallo tira à la Bourse, plusieurs coups de révolver. A la Cour d'assises de la Seine, prétendant exposer les théories de l'anarchisme, il proféra de si violentes injures qu'il fut impossible de le juger (1).

On n'a pas oublié le procès du nommé Duval, membre du club de la *Panthère des Batignolles*. Duval voulut incendier l'hôtel de madame Madeleine Lemaire, qu'il avait complètement dévalisé. Il cribla de coups l'agent Rossignol qui l'arrêta et, devant le tribunal, il voulut être considéré comme un partisan de la propagande *par le fait*, un *représentant du pauvre peuple*. Condamné à mort, il interjeta appel pour être encore utile à son parti, en répandant les maximes anarchistes. « Je serai crâne jusqu'à l'échafaud, disait-il. Je ne ferai de courbette devant personne, mes compagnons n'auront pas à rougir de moi, je donnerai le bon exemple. »

On lisait, en décembre 1888, dans le *Çá ira :* « Demain, quand l'incendie dévorera vos habitations, quand la bombe posée par une main inconnue mettra vos tripes au vent, quand vous sentirez entre vos épaules le froid du couteau, chacun dira : le premier coupable c'est la victime... et nulle voix ne s'élevera pour vous plaindre. L'écœurement viendra à tous, ils

(1) Gallo est l'auteur du couplet suivant :

Dynamitons, dynamitons
Dame dynamite
Que l'on danse vite
Dansons et chantons
Dame dynamite.
Plus d'exploités ! plus d'exploiteurs !
Ni dirigeants, ni dictateurs.
C'est bien au tour de la canaille,
Dynamitons,
Dynamitons,

verront alors clairement l'inanité de leurs moyens pacifiques. Ils comprendront qu'il n'y a qu'une solution à la question, *celle réclamée par les violents.* Propriétaires et patrons, prêtres et généraux, policiers et députés, rois et présidents seront traqués sans trêve ni merci. Ce jour là, le *gibier à la dynamite* n'a qu'à bien se *terrer au fond de ses caves*, car il sera rudement pourchassé. »

Avec de pareils journaux et le catéchisme de Bakounine, les anarchistes lisent encore *l'Indicateur* qui se rédige à Londres et où l'on trouve, entre autres choses, plus de cent recettes de fabrication d'engins de destruction. Un chapitre traite des bombes, un autre de la tactique révolutionnaire et des barricades. L'Indicateur désigne les cathédrales gothiques à la rage des anarchistes. Il demande que le *cyclone révolutionnaire* renverse tout et que le désespoir, le meurtre et l'incendie poussent les masses à l'insurrection.

— La Suisse, on l'aura vu, a toujours été le foyer de l'anarchisme. Il s'y est tenu, en 1882, un congrès dont les membres allèrent jusqu'à « se déclarer solidaires de quiconque violerait les lois des gouvernements de l'Europe par quelque attentat révolutionnaire. » « Contre la canaille de l'ordre on ne peut jamais en faire assez » disait la *Liberté*. Aussi, écrivait-on d'Italie au *Journal de Genève*, en 1885 : « Les arrestations qui ont eu lieu à Massa, ont été motivées par la constitution dans cette ville de deux nouveaux groupes socialistes révolutionnaires : la *main noire* et la *mort aux bourgeois*.

— La présence du Pape, en Italie, ne fait qu'irriter la fureur de ces forcenés et l'on fut obligé, dit-on, en 1884

sur le conseil de la diplomatie anglaise, de veiller aux abords de la basilique de Saint-Pierre et de renforcer la garde du Vatican. Le nom de la *Main noire*, que porte l'une de ces associations, rappelle cette société qui s'est rendue célèbre en Espagne.

— On n'a pas oublié de quels excès, il y a six ans, l'Andalousie fut le théâtre. Brigandages de toutes sortes, grèves, sequestres de personnes, agressions nocturnes, violences et assassinats, tels furent les tristes faits par lesquels, la *Main noire* se signala à l'Europe. Elle a été désavouée par l'anarchisme, mais les statuts qui la régissent semblent inspirés de ses principes. Les anarchistes espagnols ne déclaraient-ils pas à la même époque, que, s'ils se trouvaient dans les conditions pareilles à celles de la Commune de Paris, ils *fusilleraient les capitalistes, dépouilleraient les Banques, brûleraient les registres de propriété et le grand livre de la dette publique.*

— L'anarchisme autrichien est allé peut-être plus loin que le nihilisme en Russie. Qu'il nous suffise de rappeler que le nommé Stellmacher, âgé de trente ans, et le nommé Kammerer âgé de vingt-deux, semèrent l'épouvante dans toute l'Autriche, et qu'après six assassinats accompagnés de vols, ils mouraient en blasphémant, pleins d'arrogance et faisant figures de héros.

— Mais c'est en Amérique surtout, que l'anarchisme a fait d'effrayants progrès. On y reçut en triomphateur le nihiliste Hartmann. La *Liberté* célébra « les crimes de Stuttgart et de Vienne comme des exploits dignes de certains caractères héroïques, qu'on ne voit que dans des temps extraordinaires, et qui par leur action, savent enthousiasmer les hommes par centaines de mille. »

« A l'œuvre donc, disait-elle, il ne s'agit plus de troubler un office religieux, il faut simplement extirper la religion avec tout ce qui tient d'elle. Gare à la prêtraille, le jour où le drapeau rouge flottera au faîte de ses boutiques, on coupera les prêtres en morceaux et on les jettera en pâture aux chiens. »

Au dire de l'*Iron Age*, une petite feuille américaine, on construit à New-York et à Philadelphie, souvent sous yeux de l'autorité, des machines infernales de tout genre. Les commandes que l'on en fait deviennent de jour en jour plus nombreuses. Toutes les sociétés révolutionnaires ont leurs représentants à New-York, celles de l'Europe comme celles du Mexique et de l'Amérique du Sud.

Le *Journal des travailleurs* déclarait que c'était le revolver dans une main, le poignard dans l'autre et les poches pleines de bombes, que l'on devait marcher par la révolution à l'anarchisme. Sous l'influence de ces idées, il y eut à Chicago, en 1886, des grèves, des manifestations et des émeutes effroyables; sept anarchistes furent condamnés à mort, les discours que l'on prononça à leurs obsèques furent d'une violence extrême. « Ici, devant ces hommes assassinés, s'est écrié un des orateurs, jurez que vous vengerez ce crime, que vous le ferez expier à ceux qui vous haïssent. » La foule, composée de six mille personnes, répondit : « Nous le jurons ! Nous affirmons que vous aurez le sang pour le sang ! » Ces cris trouvèrent écho dans tous les meetings d'Amérique. « Chaque goutte de sang des victimes, disait Most, coûtera une vie. »

MM. Bebel, Grillenberger, Liebknecht et Singer, bien qu'ils appartînssent au parti modéré, étaient interve-

nus pour supplier, au nom de l'humanité, d'épargner la vie de ces condamnés.

Telle est la conduite des collectivistes eux-mêmes, fidèles encore en cela, à la déclaration que faisait Karl Marx, en 1872.

« Nous reconnaissons disait-il, qu'il y a des pays comme l'Amérique, l'Angleterre et la Hollande, où les ouvriers peuvent arriver à leur but par des voies pacifiques ; mais il n'est que trop certain que, dans la plupart des pays du continent, la violence sera le levier de la Révolution. *Tôt ou tard, il faudra en appeler à la force pour établir le régime du travail.* »

Parole révélatrice où se décèle, sous l'apparente légalité dont les socialistes veulent couvrir leur noirceur, la haine féroce et sanglante qu'ils portent à la société. Malgré tout l'étalage de leurs doctrines, ils sont donc unis au fond avec les anarchistes, dans la même rage criminelle et la même fureur de destruction.

CHAPITRE XIII

LE NIHILISME

« Lorsque Dante, dit M. de Laveleye dans son livre du *Socialisme contemporain*, descend les cercles de l'Enfer, arrivé au plus profond de la cité sans espérances, il s'y trouve face à face avec l'effroyable souverain des anges révoltés.

L'imperador del doloroso regno.

Ainsi, quand on pénètre jusqu'aux dernières couches

du socialisme révolutionnaire, on y rencontre Bakounine. On ne peut aller au delà, car il est l'apôtre de la destruction universelle, de l'anarchisme absolu, ou, comme il a lui-même nommé sa doctrine, de l'*amorphisme ;* du rien, du nihilisme. »

Unis ensemble le Socialisme et l'Anarchisme ont fait maintefois alliance avec le *Nihilisme*, dont nous allons décrire les phases.

Dans un mémoire au tzar Alexandre, Joseph de Maistre écrivait :

« Il n'y a qu'une secte; c'est ce qu'aucun homme d'Etat ne doit ignorer ni oublier. Cette secte, qui est tout à la fois une et plusieurs, environne la Russie, ou, pour mieux dire, la pénètre de toutes parts et l'attaque jusque dans ses racines les plus profondes. Elle n'a pas besoin, comme dans le seizième siècle, de monter en chaire, de lever des armées et d'ameuter publiquement les peuples. Ses moyens de nos jours sont plus adroits, elle réserve *le bruit pour la fin.* Il ne lui faut aujourd'hui que *les oreilles d'enfant de tout âge et la patience des souverains.* » Et le comte de Maistre devinant le nom que se donneraient les partisans de cette secte, les appelait les *Rienistes.*

Le soldat, le fonctionnaire, le gentilhomme, l'étudiant, les juges sans causes, les avocats sans clients, les écrivains sans lecteurs forment les rangs de ce vil troupeau qui s'appelle *le Nihilisme.*

A douze ans, chez eux, l'enfant ne croit plus à rien, à quinze, il est conspirateur et à seize souvent, il en vient au suicide. Le plus répugnant de cette bande d'assassins et de brigands, c'est la femme cultivée. Elle est l'égale de l'homme et manie comme lui le révolver.

Prête à tout trahir, elle se voue à la Révolution ; nourrie des romans du grand écrivain nihiliste Tcherniscevski, elle sort d'ordinaire des établissements d'enseignement secondaire comme de ceux de Saint-Pétersbourg, de Kieff, de Moscou, où l'on comptait, en 1882, jusqu'à 789 étudiantes.

Le nihilisme passa par les phases que la Révolution a traversées dans les autres pays,pour aboutir au socialisme. « Il se montra avant tout, dit un de ses historiens, sur le terrain religieux et philosophique où il eut le jeu facile; car en Russie,le pope n'est qu'un personnage ridicule, et les classes cultivées ne sont guère plus croyantes. On traduisit et on répandit les écrits de Feuerbach, de Büchner, de Molesc ott, de Darwin, de Bukle, de Spencer et de Comte. La jeunesse fut complètement dominée par ce mouvement athée et matérialiste (1). » La négation politique suivit de près la négation religieuse, et jusqu'en 1870, le nihilisme fut en général libéral et démocratique.

Il en est arrivé à la négation sociale, grâce à l'influence de l'Internationale, au prestige que la commune de Paris prit sur la jeunesse russe, et aux études qu'elle fit des doctrines de Proudhon, de Marx et de Lassalle. Le nihilisme n'a pas, à proprement parler, de doctrine ; sa tendance étant toute de d struction. La morale qu'il préconise est abominable, ou pour mieux dire, elle est la négation de toute morale ; elle organise l'assassinat et rêve d'émanciper la femme.

De 1872 à 1875, le nihilisme entra dans la période de propagande. C'est l'université de Zurich et l'école polytechnique de cette ville qui en furent le foyer. En 1873, on comptait quatre-vingt-quatorze étudiants

(1) Alphonse Thun.

russes à l'école polytechnique et quarante-cinq à l'Université. Parmi les *cent étudiantes* il y en avait soixante-dix-sept qui suivaient les cours de médecine, on comprend alors avec quelle facilité Bakounine et Lawrow, à leur retour, les enrégimentèrent. Le gouvernement russe averti de ce qui se passait, interdit à ses sujets l'Université de Zurich. Il était trop tard; l'armée du socialisme était prête à fournir toutes les audaces et à risquer toutes les aventures.

Il y eut alors divergences de vue entre les chefs ; les uns, comme Bakounine, voulaient sur le champ la révolution sociale et conseillaient l'émeute ; les autres, dont était Lawrow, voulaient la révolution politique, et recommandaient une propagande pacifique. C'est au milieu de ces hésitations que l'on songea à se mêler aux rangs du peuple, pour lui dire quels étaient ses droits, et comment il pourrait conquérir le bonheur. L'enthousiasme fut indescriptible. Les uns renoncèrent aux carrières libérales et apprirent des métiers pour entrer dans les ateliers, ou pour se fixer au milieu des populations ; d'autres se contentèrent d'excursions faites dans tous les sens. Parmi eux se trouvait le jeune prince Krapotkine, ancien aide de camp du général gouverneur en Sibérie, secrétaire de la société impériale de géographie.

Pour être moins suspects, les nihilistes brunirent leurs visages et rendirent leurs mains rugueuses. Il s'agissait d'endoctriner les paysans. Munis de passeports faux et d'écrits socialistes, ils allaient à l'aventure, s'arrêtant là où ils trouvaient un bon accueil. Les femmes se montrèrent les plus ardentes ; et quoique plusieurs appartinssent à la haute société ; elles se condamnèrent aux travaux les plus humbles :

travail des champs, travail des fabriques. L'une d'elles, Sophie Perowskaja, alla de village en village, vaccinant les enfants, se faisant institutrice dans la province de Twer et pratiquant la médecine.

Le gouvernement mis en éveil, usa de répressions sévères. Dans l'espace d'une seule année, sept cent soixante-dix personnes furent mises en accusation, et dès 1875, il n'y avait pas de provinces qui n'eut des colonies ou associations socialistes. Le nombre des adeptes était plus grand dans les villes d'Université. Sur cent quatre-vingt-dix-huit accusés, on trouvait à certain jour quatre-vingt-deux membres de la noblesse, trente-trois du clergé schismatique, vingt-trois de la bourgeoisie, dix-neuf de la classe des fonctionnaires, dix-sept de la campagne, et huit de l'armée.

Les nihilistes songèrent à répondre par la violence aux mesures gouvernementales, et les années qui suivirent 1876 furent une période d'agitation où l'on *apprit à conspirer*.

Le nombre des associations d'étudiants augmentèrent sous le nom de *communes*. Les campagnes virent se fonder des sociétés secrètes; et comme diverses démonstrations, de petites émeutes, des grèves avaient amené des arrestations ; on fit tout pour délivrer et soulager les prisonniers. Malgré cette audace et cette activité, l'agitation révolutionnaire n'eut pas tous les résultats que l'on désirait, elle familiarisa toutefois les Russes avec les sociétés secrètes, fournit aux révolutionnaires l'occasion de se déclarer, et leur fit entendre que le gouvernement était le seul obstacle à renverser. Dès lors les nihilistes, pour arriver à la révolution sociale, commencèrent la révolution politique.

Ce fut une sorte de Terreur ; tout était prévu dans ce

but. La presse clandestine faisait connaître la maison où les révolutionnaires pouvaient se présenter, les issues propres à favoriser la fuite, ceux qui les cacheraient si on les poursuivait. A chacun sa mission : celui-ci écrit, cet autre colporte, ceux-ci fabriquent des armes, ceux-là sont désignés pour le meurtre. « C'est là, disent les nihilistes, un moyen de combattre que leur imposent les circonstances. » Aussi, les attentats se succèdent-ils à de courts intervalles, depuis celui de cette femme Wera Sassulitsch qui tira, en 1878, sur le chef de la police de Saint-Pétersbourg, le général Trepow, et qui fut acquittée par peur, et grâce à la complicité des jurés. L'empereur Alexandre périt dans l'attentat du 13 mai 1881, après avoir échappé à trois autres les années precédentes.

De 1871 à 1882 : il y avait eu en Russie 101 procès, 31 condamnations à mort, 209 condamnations aux travaux forcés, 190 condamnations à l'exil, 134 condamnations à la prison. En 1882, on édite pour la deuxième fois le fameux manifeste du parti communiste de Karl Marx. En 1884, on assassine le lieutenant-colonel Sudeikin qui sauva trois fois la vie à l'empereur Alexandre III et sut épargner à Saint-Pétersbourg et à Moscou d'épouvantables catastrophes.

En 1887, le tzar pensa quatre fois être victime des nihilistes ; la police découvrit neuf autres tentatives quand elles n'étaient encore qu'en projet. 707 attentats ont eu lieu contre des fonctionnaires, 11 aboutirent. Les agents brisèrent 7 presses clandestines. 2,850 nihilistes furent arrêtés; on saisit au nombre de 20,000 exemplaires des écrits révolutionnaires et 50,000 numéros du journal *Zemlsa i Volta.*

En 1889, quelques sujets russes se mirent à étudier

à Zurich et à Paris les matières explosibles ; et l'on devine assez, quel but de progrès et de philantrophie les peut soutenir dans ces recherches. Le *Vaterland* de Vienne avait donc raison de dire, en 1878 : « Si le nihilisme pouvait disposer, pour peu de temps seulement, des énormes ressources de l'empire ; nous verrions un torrent dévastateur, tel que le monde n'en a jamais aperçu, se précipiter d'Orient en Occident et porter sur tout le continent ses terribles ravages. ».

CHAPITRE XIV

LE CONGRÈS DE PARIS EN 1889, LE CONGRÈS DE BERLIN EN 1890 ET LE CHÔMAGE DU 1er MAI EN 1890.

C'est en 1889, à Paris, pendant l'Exposition, que le Socialisme international a refait l'ancienne alliance, et que ses adeptes concertèrent leur mouvement.

Triste exposition, parmi les produits de tout genre dont notre vieux monde est si fier, que les maximes épouvantables qui tendent à sa ruine !

Les *Marxistes* (1) tentèrent de rallier les *Possibilistes* mais ils ne parvinrent point à s'entendre. Cette division de parti nous valut un double congrès.

Neuf cent quatre-vingt sept délégués représentaient près d'un million d'ouvriers d'Amérique et d'Europe. Ils n'agitèrent point les problèmes sociaux et n'exposèrent point de doctrines, tout occupés qu'ils étaient des revendications qu'ils allaient produire sans retard.

(1) Le congrès Marxiste comprenait : 381 délégués, 201 délégués de Paris, 82 Allemands, 6 Russes, 14 Belges, 4 Polonais, 2 Suédois, 1 Norwégien, 3 Danois, 2 Espagnols, 7 Autrichiens, 21 Anglais, 3 Américains, 1 Brésilien, 1 Bulgare, 1 Grec, 1 Tchèque, 1 Alsacien-Lorrain, 1 Portugais, 11 Italiens, 7 Suisses, 4 Roumains, 1 Finlandais, 4 Hollandais, 3 Hongrois.

Ils demandèrent avec une législation internationale du travail ; qu'il y eût un temps de repos de trente-six heures par semaine ; que la journée fût réduite à huit heures ; que les enfants ne travaillassent point au-dessous de quatorze ans et ne fûssent admis à donner jusqu'à 18 ans que six heures de travail ; que le travail de nuit fût limité pour les hommrs et cessât pour les femmes et les enfants ; que les femmes fûssent exclues des industries dangeureuses pour elles ; que la grande industrie aussi bien que l'industrie privée fûssent surveillées plus exactement par les agents que l'Etat aurait à choisir parmi les ouvriers eux-mêmes ; que l'on défendit les industries malsaines ; que l'on ne payât plus en nature.

Ces réclamations étaient communes à l'un et à l'autre congrès. Les *possibilistes* (1) y en ajoutèrent quelques autres : la responsabilité civile et criminelle des employeurs en cas d'accidents : la création d'ateliers, avec des subventions de l'Etat ou des municipalités ; la défense d'accepter un travailleur étranger au-dessous du prix fixé par les chambres syndicales de la profession ; la fixation d'un minimun de salaire dans chaque contrée ; l'abrogation de toutes les lois dirigées contre l'organisation internationale des travailleurs. C'est afin de contraindre les divers gouvernements de faire droit à de pareilles requêtes, dont ils firent leur programme politique, que les socialistes décidèrent le chômage universel du 1er mai 1890 ; et que les *possibilistes* resolurent de constituer une *nouvelle Internationale* dans le congrès qui se tiendra à Bruxelles, l'année 1891. Dans ce but, ils sollicitèrent spécialement les

(1) Les possibilistes étaient au nombre de 606, 524 délégués français, 8 Belges, 2 Hollandais, 12 Italiens, 2 Danois, 3 Espagnols, 3 Portugais, 1 Polonais, 3 Suisses, 4 Américains, 39 Anglais, 6 ou 7 Autrichiens-Hongrois.

Trade's unions de se joindre à elles. Cette alliance, si elle se fait jamais, serait un événement d'une extrême importance, le domaine de ces associations s'étendant en Angleterre et en Amérique bien au delà de ce que le Socialisme, avec ses seules forces, serait capable d'y conquérir.

Les congrès se fermèrent par une visite que firent les frères et amis au *Père-Lachaise,* au mur des Fédérés. Ils festoyèrent ensuite, à Saint-Mandé, et reçurent des mains des conseillers municipaux, le vin d'honneur que ceux-ci avaient décidé de leur offirir.

Voici les paroles par lesquelles M. Liebknecht jugeait au congrès, la situation du parti.

« La vérification des pouvoirs a prouvé que les ouvriers de toute la terre sont représentés à ce congrès. Le monde n'avait pas vu jusqu'ici un spectacle semblable. Le jour où le prolétariat des pays civilisés sera définitivement organisé, il constituera une puissance avec laquelle il faudra compter, non pas seulement dans les questions économiques, mais dans les questions politiques. La lutte des classes dominantes contre l'union internationale des ouvriers est le dernier combat, le combat désespéré de l'ancienne société contre la société future. L'avenir appartient aux ouvriers ; il appartient à la démocratie socialiste. »

M. Liebknecht s'est trompé. L'avenir appartient au christianisme et à la démocratie catholique.

Il n'est pas besoin de rappeler ici les deux rescrits de l'Empereur d'Allemagne, qui firent au commencement de 1890, tant de bruit dans l'Europe. Le plus important des deux est sans doute, celui qui força les gouvernements du vieux monde d'entrer pour la première fois en congrès, au sujet de ces problèmes

sociaux, longtemps la risée des classes bourgeoises, aujourd'hui leur terreur, que les catholiques depuis un demi siècle signalent à leur sollicitude.

La réponse des socialistes ne se fit pas attendre. Les concessions que l'on proposait de leur faire ne sont rien pour eux ; au fond ils méditent des changements plus graves. Le *Chômage du 1er mai* lour a permis de compter leurs forces. Jamais les classes populaires n'avaient donné au monde pareil spectacle : de Londres à Bukarest, de New-York à Varsovie, de Stockolm à Madrid, elles se donnèrent la main et témoignèrent par un accord sans précédent de quelle puissance formidable, au jour de la vengeance, elles sauraient enfin disposer; assez sûres d'elles-mêmes pour demeurer calmes en face des niaises épouvantes de la foule et des résistances imbéciles des pouvoirs publics.

CHAPITRE XV

LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES.

Qui aura lu ce résumé saura que le Socialisme a fait le tour du monde ; et qu'il se prépare par l'action des lois et les coups de la violence, à détruire l'ordre tout entier de la société présente.

Il s'autorise des abus du capital pour en demander l'abolition, ou du moins pour le reporter tout entier sur l'Etat tout puissant ; il réclame l'union de la classe ouvrière pour travailler à son émancipation ; il approuve les doctrines athées et libérales des classes élevées, pour en tirer les conséquences et s'efforcer de les répandre. Voilà son but, depuis trente ans.

Une pareille doctrine n'a réussi que parce qu'elle cache, parmi tant de revendications criminelles, des

doléances trop légitimes que l'on s'obstine à mépriser. Certes, les passions sont assez fortes pour gagner les hommes à l'injustice, et leur esprit assez chancelant pour se laisser prendre aux apparences ; mais il faut bien quelque vérité et quelque justice pour entraîner de la sorte les intelligences et les cœurs. Si le Socialisme a pu remuer ainsi l'Ancien et le Nouveau-monde, c'est qu'il dénonce des abus graves et découvre des plaies cruelles : *l'égoïsme du riche et son insensibilité devant les souffrances du pauvre.* Par les utopies qu'il patronne, le Socialisme prétend du moins atteindre un but qu'on ne saurait trouver mauvais : *l'amélioration physique et morale de la classe ouvrière, plus d'instruction pour elle, plus de bien-être, une place plus grande dans la politique* (1). L'ouvrier, après tout, ne saurait être tenu à la tâche ainsi qu'une bête, sans repos et sans foyer ; n'avoir une femme et des enfants que pour les voir, rapidement s'étioler et mourir d'un travail excessif ; des filles que pour les savoir livrées à la débauche et à une prostitution précoce..... Vieux et infirme l'ouvrier n'a-t-il point droit à quelque manière de retraite ?... Pourquoi souffrirait-il toujours ?... et n'aurait plus d'es-

(1) « La bonne organisation politique exige une chose essentielle c'est que tous aient une part dans le gouvernement. C'est là, dit saint Thomas, le moyen de conserver la paix dans une nation et de faire que le peuple entier aime et défende sa constitution. » Que l'ouvrier désire prendre part aux choses de l'Etat, qu'il aspire à un plus grand bien être ; rien que de légitime. Mais il ne fallait pas satisfaire cette aspiration au moment où l'on chassait Dieu des âmes. Le suffrage universel doit être l'honneur et le privilège de l'humanité régénérée par le Christ et l'Eglise. Autrement c'est un mensonge, et une folie. Il fallait en outre que le suffrage universel fut établi d'une *façon proportionnelle aux intérêts*. En 1865, le comte de Chambord recommandait d'étudier la reconstitution spontanée et volontaire des corporations libres se conciliant avec la concurrence industrielle et qui auraient pu servir plus tard de base à une organisation *rationnelle* du suffrage universel.

pérance?... « Pourquoi des gens bien nourris, bien logés, bien vêtus tandis qu'il est couvert de haillons, habite une mansarde et travaille au soleil et à la pluie pour gagner à peine de quoi ne pas mourir (1)... » Personne ne voudrait contester que les réclamations de l'ouvrier au sujet de la guerre ne soient justes et légitimes; et qu'il ne faille aux hommes du peuple des liens qui les unissent pour défendre leurs intérêts communs.

L'Eglise, avec son enseignement infaillible et son amour des hommes,aurait pu répondre à ces problèmes et marquer parmi tant de projets de réforme ceux que le sens commun non plus que la loi divine n'ont pas frappés d'avance de stérilité et d'impuissance; mais c'est le sort de la vérité et de toute réforme utile ici-bas, d'être tout d'abord détournées par des esprits remuants ou pervers qui se présentent au monde,comme les seuls défenseurs avoués du droit et de la justice, et veulent faire servir le genre humain à leur domination et à l'établissement de leurs maximes. Le peuple alors suit en aveugle ; et ils le précipitent dans la mort. Ainsi, la Réforme du seizième siècle que des moines et des prêtres apostats, des princes ambitieux et libertins ont faite, au profit de leur orgueil et de leurs passions. Ainsi, tant d'autres mouvements non moins légitimes dans leur principe qu'égarés dans leur action.

Des juifs avides, des jacobins forcenés, des sectaires de la maçonnerie athée ont pris en main les justes revendications de l'ouvrier et les ont poussées à la criminelle utopie et aux négations sataniques du Socialisme.

Trois erreurs principales les égarent : la suppression de la propriété, l'omnipotence de l'Etat et la haine de la Religion.

(1) Louis Veuillot, *les Libres-Penseurs*. Avant-propos.

CHAPITRE XVI

LE DROIT DE PROPRIÉTÉ ET LE SALAIRE. LE CAPITAL ET LE TRAVAIL.

Jean-Jacques Rousseau écrit, dans son discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes.

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : *ceci est à moi*, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, de misères et d'horreurs n'eut point épargné au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant les fossés, eût crié à ses semblables : « Gardez-vous d'écouter cet imposteur, vous êtes perdu si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne. » Rousseau est un sophiste, et c'est lui qui est l'imposteur.

S'il est vrai que le fait de l'occupation est tout ce qui fonde la propriété, et que les biens sont communs à l'origine des choses ; il ne faut point oublier que l'occupation est le plus souvent accompagnée de quelques travaux d'appropriation. D'ailleurs, c'est l'intérêt social lui-même qui exige que les choses communes deviennent particulières, et entrent dans la dépendance d'un maître ; et c'est cet intérêt qui consacre l'occupation et qui change le fait en droit. Dans l'état de déchéance de l'humanité, la communauté des biens n'a jamais pu être maintenue et ne pourra jamais l'être, si ce n'est dans ces associations religieuses dont les membres

tendent aussi bien à se rapprocher de l'état supérieur, que la foi nous enseigne avoir été celui de l'homme à ses débuts.

« Le droit de propriété est nécessaire en fait, parce qu'il est naturel, dit saint Thomas, (1) que l'homme apporte plus de soin à des affaires qui lui sont propres qu'à celles qui lui seraient communes avec le reste de ses semblables ; parce que travaillant sur son bien, il met plus d'ordre dans ses travaux ; et parce que chacun content de ce qu'il possède ne cherche point à troubler la paix de la société.» Si la propriété privée venait à disparaître pour être remplacée par la propriété collective ; il n'y aurait plus d'ordre, plus de paix ni de prospérité publique : la paresse, la volupté consommeraient sans cesse ; l'avarice et l'esprit de domination écraseraient les faibles. Du reste, si l'occupation et l'intérêt général sont des titres de la propriété, l'homme dans son travail donne encore aux choses une partie de lui-même. « Il y met sa pensée, sa vie, sa substance. Il étend sa personne sur ces choses qui deviennent pour lui un nouveau domaine et il a sur elles, grâce à cette extension, un droit aussi légitime que sur les facultés de son esprit et les organes de son corps. Elles deviennent des accessoires, des dépendances de son existence (2). »

Le moyen de résoudre le problème de la vie, dit l'économie politique, est dans l'épargne et le travail, et l'histoire enseigne qu'il y a d'autant plus de travail et d'épargne que le droit de propriété est mieux reconnu et respecté par la loi.

Tels sont les principes qui régissent le droit de pro-

(1) *Summa Theologica Secunda secundæ* question 65, a 1 et 2.
(2) Mgr Affre, Mandement contre les erreurs qui renversent les fondements de la justice et de la charité.

6

priété. C'est à la fois la justice et l'intérêt social qui obligent le travailleur à le respecter ; mais la justice et l'intérêt social n'obligent pas moins le patron à donner une rénumération équitable à ses ouvriers.

« L'industrie humaine n'est pas seulement un effort musculaire et une opération matérielle (2) ». L'ouvrier est être intelligent et moral, et bien que la loi de l'offre et de la demande soit la règle de la rémunération; il ne faut pas oublier que dans celle du travail, il faut compter avec les forces physiques, l'adresse qu'exige l'opération productive, et les dangers quelquefois graves qu'elle fait courir. Et si les ouvriers ont intérêt à ce que les entrepreneurs soient bons et justes, charitables même assez pour sacrifier parfois leurs intérêts à l'équité; le maitre sait aussi que ses devoirs sont au fond, son avantage véritable : la santé, la bonne conduite, la prévoyance de ses ouvriers ne lui important pas moins qu'à ses ouvriers eux-mêmes. Mieux payés, plus ménagés, plus instruits, plus moraux, ils sont plus forts, plus adroits, plus laborieux, moins négligents, plus dévoués.

On le voit, le capital et le travail ne sont nullement adversaires. Ce sont au contraire deux parties d'un même tout, qui se viennent aider et compléter mutuellement. Ils sont pour ainsi dire égaux et solidaires, ils ne forment qu'une seule et même chose, et il est impossible de les séparer. Il est donc inexact de dire que le capital est la cause des misères et des souffrances de la classe ouvrière. Cette cause réside dans les vices du patron ou dans ceux de l'ouvrier. La solution entre le capital et le travail ne sera point de sacrifier l'un à

(2) Michel Chevalier.

l'autre, mais de reconnaître les droits et les devoirs de chacun.

CHAPITRE XVII

L'ORGANISATION DU TRAVAIL ET LE RÔLE DE L'ÉTAT

« On ne peut nier, dit Mgr Freppel, que lorsqu'à la fin du siècle dernier, le législateur français posa le principe de la liberté du travail, ce fut une réforme aussi légitime en soi que généralement désirée, en 1789. Les cahiers du clergé, plus encore que ceux des autres ordres de l'Etat la réclamaient formellement Par l'avènement de la grande industrie, par l'extension des relations commerciales, par la concurrence de la production manufacturière, les différentes nations désormais plus rapprochées les unes des autres, il fallait que l'on put choisir librement sa profession; en établir le siège partout où l'on voudrait ; travailler d'après les méthodes de fabrication que l'on jugerait les plus avantageuses (1). »

Au régime des corporations d'arts et métiers, qui limitait artificiellement la production dans l'intérêt de la vie communale, succédait un nouveau régime approprié à d'autres conditions économiques et aux progrès de la société moderne comme: la liberté et l'égalité

(1) Mgr Freppel, discours du 7 octobre 1890.
Le choix de la profession, de son siège et des méthodes de fabrication constituent la *liberté du travail*. Cette liberté n'a donc rien de contraire à la loi morale.
C'est par un abus de langage que l'on stigmatise sous ce nom la théorie erronée et immorale selon laquelle les relations du travail échapperaient à la loi divine et à la répression de toutes ses violations par l'Etat.

civile, les découvertes de la science dont le développement s'est étendu au delà de ce que l'on aurait pu croire.

« D'ailleurs de Pie VII à Pie IX, les papes, qui sont toujours à la tête du véritable progrès, n'avaient pas hésité à abolir dans leurs Etats, les monopoles et les privilèges pour assurer un plein essor à la liberté de l'industrie et du commerce (1), » tout en maintenant aux associations légitimes les droits naturels que le jacobinisme de nos gouvernements a le premier contestés. Fit-on disparaître en France le monopole et les règlements, il fallait conserver aux ouvriers la *faculté de s'associer* avec leurs patrons pour débattre et sauvegarder leurs intérêts communs « et leur permettre de posséder *un patrimoine collectif et inaliénable*, afin que ces associations pûssent créer et entretenir, sous la protection des lois, les œuvres de secours et de prévoyance en faveur des enfants, des veuves, des vieillards et des invalides du travail (2) ».

Il n'en fut malheureusement pas ainsi : la Révolution a tout détruit. Le faible isolé tomba à la discrétion du riche. Avec une concurrence sans frein, l'on vit commencer une lutte pour la vie où chacun réduit à ses seules forces cherche dans la ruine des autres son existence ; et comme les hommes ont le besoin de s'unir, des associations dangereuses, cette fois, se formèrent prêtes à détruire la société. Par bonheur, les *sociétés de secours mutuels*, les *caisses de pension de retraite*, les *banques populaires* avaient poussé à reconstituer le droit des ouvriers à l'association, et le gouvernement a permis d'établir des *syndicats professionnels* où

(1) Mgr Freppel, discours cité.
(2) Mgr Freppel, discours cité.

l'on retrouve quelques traits du moins, de la corporation d'autrefois. Jamais pourtant, l'organisation du travail, l'alliance du patron et de l'ouvrier, les *associations ouvrières* ne seront solides ni réelles, aussi longtemps que l'on maintiendra les entraves qui empêchent leur développement, en leur refusant la propriété collective mobilière ou immobilière.

Faut-il pour cela, rétablir les *corporations obligatoires et fermées*, admettre l'intervention de l'Etat dans les dispositions du contrat de travail? Non pas. Cela ne saurait être, si l'on songe aux transformations qui se sont faites des procédés du travail, ou au régime de liberté civile passé dans nos mœurs. Si les syndicats mixtes ou corporations étaient obligatoires et que l'esprit chrétien ne les animât point; les idées politiques qui règnent présentement dans les esprits, en feraient des foyers de haine et d'oppression, et il faudrait que le législateur empêchât, à tout moment, la majorité d'opprimer la minorité.

S'il est du rôle de l'Etat de garantir la liberté du travail, afin que le monopole qui est de sa nature jaloux et avide n'existe pas; il faut par contre, que *l'association* soit *libre et volontaire*. Grâce à l'esprit d'union qui l'animera et qui l'aura fait naître, elle se développera pour la défense de la société; et le contrat de travail qui est un *contrat personnel* conclu entre particuliers sera respecté.

L'Etat qui n'est organisé que pour préserver le travail, la richesse, la population et la vertu, en maintenant la propriété, la famille et la religion, n'a point à s'immiscer dans *l'ordre économique*, dont l'objet est d'assurer aux membres de la société civile les moyens de se nourrir et de se développer. Sans lui refuser d'in-

tervenir par des secours temporaires dans le cas de calamités extraordinaires, on ne peut lui permettre d'entreprendre de répartir la richesse, ni de diriger les industries. Qu'il laisse les individus et les familles s'élever légitimement à la richesse et au règne limité du capital ; qu'il ne poursuive pas cette chimère de mettre en équilibre la production et la consommation, car il n'est pas en son pouvoir de supprimer le mal, qui tient à la nature déchue. « Les crises de sur production sont le fléau de l'état économique moderne, comme les famines et les interruptions de la production l'étaient jadis, comme elles le sont présentement pour l'Asie, la Chine et l'Inde, où les progrès industriels, fruits de la liberté économique n'ont pas encore pénétré (1). »

Demander à l'Etat qu'il règle par exemple le travail des adultes (2), qu'il fixe un minimum ou le taux du salaire; c'est le forcer à sortir de ses attributions naturelles; c'est vouloir multiplier par là les contraintes légales et s'embarrasser d'une armée de fonctionnaires et d'inspecteurs rendus nécessaires par une pareille législation. La société domestique ne dérive pas de

(1) Claudio Jannet, ouvrage cité.

(2) M. Claudio Jannet fait remarquer que l'intervention de l'Etat ne pourrait être légitime qu'en cas d'abus extrêmes comme ceux qui ont lieu dans les manufactures de Moravie et de Bohême où des industriels juifs font travailler seize heures par jour. En dehors de ces cas où l'avenir de la race est compromis, et des situations où les ouvriers sont hors d'état de se défendre par l'association, le législateur doit s'abstenir. Empêcher un homme robuste et diligent de profiter de sa force, de son habileté, c'est le spolier de sa propriété primordiale et méconnaître le jeu de ces inégalités naturelles qu'on rencontre dans tout l'ordre de la création.

M. Leroy-Beaulieu va jusqu'à dire que si nos ouvriers continuent de réduire la journée de travail et à hausser leurs salaires, ils rencontreront sur le marché national la concurence des produits similaires exécutés avec des machines européennes par le travail à bon marché dont les entrepreneurs pourront disposer dans l'Inde et dans la Chine.

l'Etat pas plus que le droit de propriété et «la conscience des peuples modernes n'est pas obscurcie au point qu'il ne faille plus compter sur elle pour la direction des actes humains; dans ce temps de publicité, surtout où il ne peut se produire d'abus graves, que la presse ne cherche aussitôt à en prévenir le retour par ses plaintes et ses réclamations (1). » Ce qui précède semble donc démontrer qu'une *entente internationale pour régler les conditions du travail et de la production*, pourrait bien être une chimère. A quoi servirait d'ailleurs, au point de vue de la paix sociale, cette entente diplomatique, alors que tous les congrès socialistes réclament aujourd'hui la journée de huit heures? La journée de travail doit varier selon les lieux, le climat, le régime alimentaire, les différentes industries et même la condition du travail de chaque usine. Une entente pourrait peut-être se faire sur le chômage du dimanche, mais il n'est guère besoin pour cela d'une convention internationale. Il suffit dans chaque pays de l'inscrire dans les lois et de le faire passer dans les mœurs : la loi de Dieu étant inviolable pour tous. Quant à limiter la production, comment admettre que les différents peuples se voulussent plier aux surveillances qu'entraînerait pareille mesure; alors surtout que rompre l'entente serait pour eux, dans le présent du moins, une source de profits considérables.

Les congrès socialistes sont logiques, quand ils émettent cette prétention. Ils y voient un moyen de préparer l'absorption de tous les Etats, dans *un Etat du peuple universel ;* mais si, nous catholiques, nous pouvons désirer une confédération de tous les Etats, il ne nous est pas permis de réclamer une sorte d'*unifi-*

(1) Mgr Freppel, cité.

cation qui va contre la nature des choses (1) et qui deviendrait un véritable danger politique. Faisons remarquer enfin, que toutes les conventions internationales qui ont eu lieu de nos jours, et que l'on invoque pour régler, par une entente diplomatique, la question du travail, n'ont porté que sur des opérations de transports très simples, sur des questions de police et de législation, qui dépendent absolument de l'Etat.

Certes, il n'est pas défendu d'espérer qu'une certaine stabilité dans les conditions de la production, ne succède aux transformations rapides qui ont mêlé tant de souffrances aux progrès accomplis; mais l'amélioration de la classe ouvrière sortira plus sûrement du progrès général des mœurs, comme nous le verrons plus loin, que de l'intervention arbitraire de l'Etat dans les rapports de l'industrie.

Que l'Etat s'en tienne donc à l'*ordre politique*, dont l'objet principal est de maintenir la paix entre tous les citoyens ; qu'il s'en tienne dans la question du travail, à la protection des droits et à la répression des abus. Rien de mieux; il est de son devoir en effet : de protéger l'enfance contre un travail excessif et prématuré ; de retenir autant que possible la femme au foyer domestique; de surveiller la santé publique, les dispositions de l'atelier et de l'usine ; de prohiber les associations ouvrières qui

(1) Les nations ont été établies par Dieu. Chacune a son caractère propre pour concourir au bien de toutes. L'amitié nous dirons plus la fraternité qui doivent exister entre elles ne sont point pour anéantir le sentiment si noble et si grand de l'émulation. Que les nations obéissent à leur génie naturel sans préjudice pour leurs voisines. Qu'elles renoncent à leurs luttes industrielles acharnées, à leurs armements ruineux. Qu'elles reviennent à Dieu comme les individus, là est le remède aux maux et là le véritable secret du progrès.

se proposent un but contraire à la religion et à la morale ; d'ordonner que toutes les autres soient connues ; de maintenir la liberté du travail de ceux qui demeurent en dehors d'elles ; d'interdire à ceux qui n'en ont cure d'exciter à la grève ; d'exiger enfin que les ouvriers soient efficacement garantis contre les maux inhérents à la nature humaine, ou particuliers à leur condition et pour cela, l'Etat peut provoquer même par une contrainte légale, l'établissement de caisses de prévoyance. Mais alors, il ne doit pas, sous peine de faire du *Socialisme d'Etat*, assurer, administrer, entreprendre, exploiter ces caisses de prévoyance.

Qu'il combatte l'agiotage, le brigandage des spéculations financières et l'usure ; qu'il porte la lumière sur les affaires douteuses ; qu'il réprime ainsi ce qui est proprement les abus du capital ; qu'il poursuive l'ivrognerie (1) et arrête dans sa source, le terrible poison des maladies que propage la débauche (2), l'Etat sera dans son rôle de protecteur et de gardien de la justice et il travaillera, à résoudre sagement la question sociale ;

(1) De 970,599 hectolitres à 100 degrés en 1874 la consommation de l'alcool est montée à 1,468,000 hect. en 1888, sans compter l'alcool consommé en fraude des droits. La plupart de ces alcools sont toxiques, l'industrie néglige les procédés coûteux nécessaires pour les rectifier, d'où un état morbide qui multiplie les suicides, crimes, folies, morts accidentelles ; de plus cet état est héréditaire. La consommation totale représente 1,600 millions de francs supportée presque exclusivement par la classe ouvrière. L'Etat devrait limiter le nombre des débitants et surtout laisser à l'Eglise par des sociétés de tempérance remédier à ce mal comme on l'a fait en Angleterre et en Australie.

(2) « Le désastre qu'elles entraînent l'emportent sur les ravages qu'ont exercé toutes les pestes qui de temps en temps sont venues porter la terreur dans les sociétés », rapport du docteur Fournier à l'Académie, en 1887. Le service militaire contribue à perdre les mœurs,

surtout, s'il met de l'ordre dans les finances (1) et s'il emploie ses forces au service du bien, en donnant à l'Eglise la liberté.

CHAPITRE XVIII

ANTAGONISMES POLITIQUES ET RELIGIEUX. RÔLE DE L'ÉGLISE DANS LES QUESTIONS SOCIALES.

A dire le vrai, la haine qui divise patrons et ouvriers, n'est pas uniquement le résultat du régime économique moderne : de la liberté du travail; de l'extension des communications commerciales ; de la prépondérance des machines et du capital; de l'accroissement de la population et de son agglomération dans les villes ; de l'incertitude de la production. C'est là peut-être quelque chose de moindre que les famines fréquentes d'autrefois, que l'ancienne insuffisance des moyens de production et que la difficulté des transports. Cet antagonisme social a surtout des causes politiques et morales.

Depuis trois siècles, l'Eglise se voit en butte à la haine et à la jalousie des gouvernements. Elle est jetée en pâture aux fureurs aveugles et aux ignorantes risées du peuple; c'est sur ses ruines que s'élève le despotisme des princes et de la démagogie.

Le Tzar s'est mis au lieu et place du Pape ; l'hérésie

(1) Le désordre des finances s'aggrave chaque jour et rend plus aigüe la question sociale. Il faut, dit M. Claudio Jannet, remanier sur certains points notre système d'impôts d'une manière favorable aux classes laborieuses. En France, la dette de l'Etat, des départements et des communes atteint actuellement près de *trente six milliards* en capital.

protestante l'a méconnu ; la Révolution rejeta toute entière la vérité dont il est le gardien parmi nous. La philosophie alors s'est faite Dieu, et de la même façon que Dieu créa à son image le premier homme, ainsi elle a voulu recréer la société ; et les races latines ont porté bientôt à l'anarchie entière des esprits, l'émancipation de la raison humaine. *Ni Dieu ni maître*, voilà le cri qu'elles font entendre du sein des corruptions qui les submergent. Sans doute, la Révolution ne trouva point d'abord d'asile chez nos voisins d'outre-Manche et d'outre-Rhin ; toutefois le protestantisme à fini par s'unir avec elle pour écraser l'Eglise et se mettre lui même à l'abri de ses coups.

« Alors de politique qu'elle était, la Révolution, en devenant sociale, a entamé les sociétés protestantes qui devaient aboutir au terme où les poussait le libre examen. En Allemagne, en Suisse, en Angleterre d'effroyables symptômes se sont révélés de toutes parts. C'est là que se sont élaborées les pires doctrines, et il n'est point douteux que leurs ravages ne doivent être rapides et irrémédiables (1). »

Les gouvernements avaient ouvert les voies à cette révolution que l'on pourrait appeler la *révolution des cupidités ;* et déshéritées de la part que le Christ leur avait faite dans l'ordre social, les classes pauvres sont devenues plus terribles que l'esclavage antique au jour de ses impatiences et de ses colères; la science leur ayant donné le pétrole et la dynamite.

Le frein religieux disparu, la force brutale a tenté de faire son œuvre. Mais la police, les fonctionnaires, les armées permanentes, dociles instruments d'un pou-

(1) L'abbé Martin de l'*Avenir du Protestantisme et du Catholicisme.*

voir centralisé au delà de toute mesure, ont à ce point épuisé la fortune publique que la banqueroute des grands Etats paraît inévitable et menace les peuples de la misère (1); et comme on s'était mis en tête que la science moralisait et pouvait seule donner à l'homme son prix, l'on a formé, avec l'oubli de la foi chrétienne, ce nombre effroyable de déclassés où le Socialisme recrute ses chefs.

Une ambition furieuse, s'est aussi emparée des princes. Les forts ont été sans pitié et les faibles ont péri ou se sont affaissés sous leurs coups. En excluant peu à peu le Pape de la diplomatie; en le dépouillant de toute action politique et sociale; en laissant envahir ses Etats; les gouvernements ont permis à la Révolution de tenir captive la plus grande puissance morale de ce monde, et la plus auguste royauté sur la terre. La voix du Pape n'a pu empêcher les grandes nations de ruiner les faibles, la force d'opprimer le droit; et voici que les voies sont préparées pour un tyran universel qui ne trouvera plus, dans cette poussière que la Révolution a faite des peuples, de résistances qui puissent l'arrêter; plus de forces qui s'opposent à lui en ce temps de communications rapides; plus de caractères qui refusent de plier en ce siècle de déchéance morale et de rivalités intestines.

« Après que le Socialisme aura épuisé l'Europe de tout patriotisme, disait Donoso Cortès, (2) qu'à l'Orient se sera accomplie la grande confédération des peuples slaves, lorsque dans l'Occident il n'y aura plus que deux armées, celle des spoliés et celle des spoliateurs, alors l'heure de la Russie sonnera. »

(1) La dette publique de l'Europe a triplé depuis 1825 et doublé depuis 1850.

(2) Discours sur la situation générale de l'Europe.

Dieu peut-être y a pourvu. Pour empêcher la force d'être toute-puissante, et tandis que l'hérésie et le schisme prévalaient, des peuples entiers gardaient leur foi catholique au milieu des nations qui la rejetaient.

Au sein de l'Angleterre schismatique, l'Irlande conservait la foi de ses ancêtres. Au cœur de l'empire protestant, que prétendait fonder la Prusse, se dressaient les héroïques populations de la Silésie, de la Posnanie, de la Westphalie, du Rhin, de la Bavière et de l'Alsace-Lorraine. En face du libéralisme juif qui triomphe à Vienne et à Pesth, se formait la coalition terrible des peuples slaves de la couronne des Habsbourg. La Russie s'incorporait avec la Pologne plusieurs millions de catholiques. En Suisse, Genève, la Rome protestante, annexait avec ses faubourgs une population qui la conquiert.

Pendant ce temps, l'Église resserrait son unité; les catholiques fondaient des œuvres en France, en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Belgique, en Hollande; ils s'unissaient en congrès et discutaient au point de vue chrétien la question sociale. Dans les Parlements, des voix éloquentes tentaient de ressusciter l'antique alliance de l'Eglise et des classes populaires, et comme les congrès socialistes déclaraient « que la paix des peuples est indispensable à l'accomplissement de la mission civilisatrice du prolétariat (1) » les congrès catholiques, ont demandé à ce que les gouvernements usassent de leur autorité pour remettre aux mains du Pape, en garantie de son indépendance spirituelle et de son rôle d'arbitre des peuples, le domaine que la Providence lui a voulu donner, et que la Révo-

(1) Adresse des socialistes allemands au Socialisme français, 27 sept. 1890.

lution couronnée n'a pas craint, à la face de l'Europe, de lui arracher. C'est en effet l'Eglise qui seule, avec les grandes vertus de justice et de charité, pourra répondre au Socialisme.

Si les lois morales ne vont pas jusqu'à déterminer *dans leurs détails*, l'ordre économique des peuples et l'organisation du travail ; si ce sont là, en grande partie, des choses que Dieu ait abandonnées à la dispute des hommes ; il n'en est pas moins vrai que, derrière la question économique des rapports du travail et du capital que soulève le Socialisme, on trouve le problème bien autrement difficile de l'inégalité des conditions humaines. Celui-là est insoluble ; et l'Eglise toute seule, peut du moins l'éclairer et y porter remède par son enseignement et par sa charité.

Il faut qu'elle enseigne au patron et à l'ouvrier *la* fidélité aux contrats, le respect des engagements réciproques, la justice enfin; la modération dans les désirs, la supériorité de l'esprit sur la matière, la patience et la résignation, la loi sublime du sacrifice et surtout les espérances de la vie future qui réalise cet idéal de bonheur, auquel il n'est pas d'homme qui n'aspire. Comment l'Eglise le ferait-elle, si elle n'est libre ; si l'on empêche le prêtre de flétrir les lois contraires à la morale chrétienne, aux intérêts du pauvre et du faible. Il faut qu'il lui soit donc permis de juger les faits politiques qui intéressent la religion, de lutter ouvertement contre les impies du pouvoir ; alors on verra fleurir à l'usine, à l'atelier le *patronage chrétien*, les *sociétés de patrons chrétiens ;* les sociétés coopératives de production, de consommation, de crédit mutuel. Les œuvres ouvrières, les cercles, les conférences se multiplieront; et les ordres religieux qui sont comme les modèles, les

auxiliaires des associations ouvrières, moraliseront le travail et le capital par la prédication et l'exemple, aidant de leurs avances les caisses ouvrières, exerçant la charité vis-à-vis des enfants, des malades, des vieillards. « L'industrie moderne, a-t-on dit, a besoin d'être défrichée comme jadis les forêts de la Germanie (1). »

Il ne faudrait point, hélas ! se faire illusion ; pas plus qu'au seizième siècle pas plus qu'au dix-huitième, il n'est probable que les réformes se fassent pacifiquement ; Dieu peut-être voudra instruire les peuples à ne pas quitter son Église. La guerre est une loi de Dieu ; par elle, il fait éclater ses justices et souvent il répand ses bienfaits. « Il n'y a ici bas après tout, que des instruments de Dieu ; ils sont dociles ou ils sont rebelles, c'est toute la différence. Dans les jours de sévérité lorsqu'il faut détruire les savants édifices du mal, Dieu emploie les instruments rebelles. Ils veulent détruire ; ils détruisent en effet, mais ce qui tombe n'est pas ce qu'ils comptaient renverser. Ils font place nette à la reconstruction future. Alors apparaissent les instruments dociles, les grands rois, les grands docteurs, les saints ; ils viennent le cœur plein de foi, l'esprit plein de clartés, les mains pleines de miracles : l'oubli engloutit les blasphémateurs et le pardon de Dieu s'épanche sur l'humanité (2). »

C'est que Dieu rapporte tous ses conseils à la conservation et aux progrès de son Église.

(1) M. Keller.
(2) Veuillot, Mélanges, 3 série, tome III.

CHAPITRE XIX

L'AVENIR ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET RELIGIEUX DU MONDE

Au commencement, Dieu a déposé au fond des eaux, au sein de la terre, des germes de vie qui se développent; ainsi il a mis, dans le cœur des peuples, une force d'expansion qui les rapproche, qui les mêle et qui les pousse à couvrir le monde.

En Europe aujourd'hui, l'agriculture souffre de la concurrence de l'Inde, de l'Australie, des deux Amériques, sa puissance décroît; et au point de vue manufacturier, l'Europe voit ses profits considérablement compromis. Dans un avenir prochain en effet, l'Inde, l'Australie, la Chine se pourvoiront elles-mêmes des objets qu'elles fabriquent. Les Etats-Unis commencent à se suffire; et avec les immenses espaces sur lesquels la Russie étend son empire en Europe, en Sibérie et dans l'Asie centrale, la Russie prendra d'ici un demi-siècle peut-être, une importance économique aussi grande que celle de l'Amérique du Nord.

Il pourra bien en être de la France, de l'Angleterre elle-même, de la Belgique et de l'Allemagne, comme de l'Italie et de l'Espagne, centres du monde au seizième et au dix-septième siècles, déchues depuis.

Toutefois, la décadence ne sera pas entière; car l'Angleterre et l'Allemagne envahissent présentement le monde. Elles sont en Amérique, en Afrique, en Océanie et dans l'extrême Orient. Il semble qu'elles veulent

reprendre leur antique mission, abandonnée depuis trois siècles. Il arrive sur notre globe, ce qui se passait autrefois,au temps de la puissance romaine,alors qu'elle couvrait l'Europe de ses routes. « Il n'y a point de hasard, disait le comte de Maistre, et je soupçonne depuis longtemps que la communication d'aliments et de besoins parmi les hommes tend de près ou de loin à quelque œuvre secrète qui s'opère à notre insu. »

L'Eglise marchera à la suite de ces peuples. Elle a déjà maintenu la foi dans l'Amérique du sud, puis l'a répandue dans l'Amérique du nord. Elle a établi partout des écoles, des temples, des foyers respectés aux Indes, à la Chine, en Corée, au Japon, en Australie, en Afrique, et dans les îles les plus reculées.

Quelque rameau des races du Nord viendra renouveler peut-être ces races latines qui se dessèchent dans le vice. Elles recevront d'elles un sang plus jeune, une vigueur plus grande et leur donneront en échange ces qualités du cœur et de l'esprit qui ont fait d'elles des races de choix ; ce goût du beau, ce dévouement plus entier et désintéressé à la religion qui sont après tout les vrais moyens de civiliser les hommes.

Pendant ce temps, à l'intérieur, le mouvement qui s'est accentué dans ce siècle, et qui va à l'avènement de la démocratie continuera son cours naturel. Il sort du reste, du christianisme lui-même qui prit le peuple au sein de l'esclavage pour en faire un serf, puis un citoyen libre, et le prépare aujourd'hui aux fonctions publiques. Rien n'empêchera cette ascension des classes inférieures. L'Église s'en rendra maîtresse. La bourgeoisie lui donnera encore ses enfants, et elle en fera des hommes ; ils iront par le monde, comme Paul à l'aréopage, prêcher *Jésus-Christ crucifié* et le

Dieu méconnu, ils annonceront aux foules la pénitence, la foi et la charité, ils porteront l'eau vive qui étanche toute soif à ceux qui souffrent et qui languissent, ils extermineront l'erreur et ils seront les chefs d'une nouvelle humanité. Non que l'Église doive enchaîner tout mal, mais combattue et bafouée, elle deviendra plus inébranlable au milieu des ruines du passé et des reconstructions de l'avenir. Quiconque touchera la frange de son vêtement, vivra. L'Église est sage, elle est patiente, et elle aime d'un amour infini.

Les deux puissances formidables de ce monde, celle des idées et celles des armes se sont levées contre elle. La Révolution lui a fait une guerre de livres jusqu'au jour où elle se vit en mesure de couper les têtes et de piller les villes; puis elle a continué dans ce siècle de s'avancer par la persuasion et par la force. Mais le Pape, en ce péril extrême de la religion et de la société, dénonça aux gouvernements les *principes* qui seraient leur ruine (1) et dans l'instant que la Révolution s'apprêtait par une suprême injure à lui ravir, avec la souveraineté de Rome, la liberté de son action, Pie IX jeta ce cri capable de sauver le monde, qui proclamait à la face des nations l'infaillibilité de son Siège.

CHAPITRE XX

LÉON XIII ET LE SOCIALISME.

Léon XIII est à peine sorti du conclave qu'il élève la voix pour combattre « les *socialistes*, les *communistes*,

(1) Le *Syllabus*.

les *nihilistes*, les *francs-maçons* qui s'efforcent de renverser la société ». Et pendant les douze années de son pontificat, il ne se lasse point de démasquer « ces monstres qui nous menacent de toutes les ruines. »

Pour la défense de la foi catholique et du principe social, pour combattre les erreurs modernes, Léon XIII recommande la saine philosophie et la doctrine de saint Thomas, tout en faisant connaître qu'il ne faut pas abuser de l'Évangile, ne pas en torturer les textes pour les adapter aux maximes du Socialisme.

Si l'Église enseigne les vérités éternelles pour le progrès des esprits et des mœurs, Léon XIII rappelle aussi qu'elle n'en désire pas moins qu'un bien être légitime s'accroisse parmi les hommes; le Saint-Siège ayant toujours marché à la tête de la civilisation.

Pour maintenir aux princes et aux gouvernements leur autorité, Léon XI I leur recommande de respecter celle de Dieu; il réclame pour lui, la liberté qu'on lui refuse dans l'intérêt de l'Église et des peuples; et, pour fermer les voies à la tyrannie, au caprice, à l'iniquité, Léon XIII donne tour à tour sur le *mariage*, l'*éducation*, l'*inégalité* et la *nature des hommes*, la *propriété*, le *travail*, l'*origine du pouvoir* et la *constitution des Etats*, les enseignements véritables, et en dehors desquels il n'y a point de salut.

Mais le Pape ne se contente pas de proclamer la vérité, il agit encore contre les ennemis qui la combattent.

On l'a vu confier ceux qui travaillent de leurs mains « au patronage de saint Joseph, qui bien qu'il fût de race royale, passa sa vie dans le travail à l'exemple du Fils de Dieu, qui lui-même a voulu se faire ouvrier ». Dans un temps que la mollesse énerve et que la luxure dévore, en présence des douleurs et des angoisses du

pauvre, Léon XIII canonisait le mendiant Benoît Labre ; mettant aussi sur les autels le vénérable de Lassalle, alors que la franc-maçonnerie voulait arracher le peuple aux frères de la doctrine chrétienne.

Dans un siècle qui voit renaître les misères avec les erreurs du moyen âge, Léon XIII célèbrait les mérites des saints Dominique et François qui sauvèrent la société par le rosaire, la prédication et le tiers ordre (1) ; et lorsque la franc-maçonnerie, poursuivant son œuvre de haine, chassait les sœurs de la demeure du pauvre, Léon XIII donnait à toutes les œuvres de charité saint Vincent de Paul pour patron.

Devant les ouvriers français, Léon XIII fait l'éloge de ces grandes institutions corporatives qui ont si puissamment contribué au progrès et au bien-être des classes laborieuses ; et il déclare que les pouvoirs publics feront œuvre de salut social en intervenant comme il *convient* et dans une *juste mesure*, pour s'opposer dans les contrats du travail à toute *atteinte à la moralité, à la justice, à la dignité humaine et à la vie domestique de l'ouvrier*.

Recevant avec honneur, au milieu des fatigues de son jubilé, les membres des conférences de saint Vincent de Paul, Léon XIII félicitait aussi les cercles des jeunes gens de France, de Belgique et d'Allemagne de s'adonner à l'étude des questions ouvrières.

(1) « Le Manichéisme et l'Averrhoïsme avaient corrompu sur bien des points les hautes classes. La convoitise des biens de l'Eglise était générale. Des luttes sanglantes entre les riches et les pauvres déshonoraient la liberté naissante dans les villes. »

Plus on étudiera les corporations du moyen-âge plus on verra comment la confrérie franciscaine ou dominicaine a heureusement pénétré et tempéré les principes économiques qu'elles avaient tirés du régime seigneurial et de l'organisation communale, dit M. Claudio Jannet.

Enfin, conseillant aux évêques et aux prêtres des deux mondes de se mettre à la tête des grandes œuvres sociales, Léon XIII bénit tour à tour les congrès de Liège, de Breslau, de Madrid, de Paris et d'Angers, qui travaillent à restaurer la société chrétienne.

Tels sont les actes du Pape, pour combattre le Socialisme. Sa paternelle sollicitude s'efforce d'ailleurs de soulager toutes les misères. Humble tertiaire de saint François, Léon XIII dépense une grande partie de ses revenus à secourir les pauvres et les malades de Rome, sa capitale dérobée que l'on ruine ; et dans les catastrophes qui de nos jours viennent, à de si courts intervalles, épouvanter l'impiété de l'Europe, nul prince ne se hâte plus que lui de consoler les victimes.

N'envoyait-il pas naguère encore le cardinal Lavigerie prêcher, en Europe, la croisade contre l'esclavage, cet horrible fléau qui désole cette terre que saint Louis mourant désirait voir chrétienne.

Léon XIII a été vraiment « l'homme qui a la véritable intelligence des besoins de l'indigent et du pauvre, et le Seigneur le consolera et le nombre de ceux qui lui rendront justice augmentera. » (1)

En 1888, pour célébrer dignement son jubilé, la nature avait livré ses richesses, l'esprit de l'homme s'était ingénié de mille manières, l'ouvrier et le pauvre avaient donné leur obole, nul sacrifice ne parut trop grand, et l'on émancipa au Brésil des esclaves, en son nom. Venus des quatre coins de la terre, soixante-dix mille hommes l'acclamaient, dans Saint-Pierre, comme le roi et le pasteur des peuples.

En 1889, Léon XIII recevait, dans ce lieu du concile

(1) Psalm.....

où Louis Veuillot voyait comme invisiblement écrits ces mots : le *Pape et le peuple*, cinq mille ouvriers français qui suivant leurs patrons et leurs prêtres, proclamaient *les droits de Dieu*, cent ans après que la Révolution avait proclamé *les droits de l'homme*.

En 1890, après le pélerinage des catholiques d'Autriche, d'Espagne et d'Italie, la brave bourgeoisie allemande qui sut vaincre le prince de Bismark, venait à son tour, au Vatican, baiser les pieds du Pape captif de la Révolution et déclarer que si les armes des princes peuvent bien maintenir ensemble les peuples, l'amour seul les sait unir.

Quelle joie, quelle allégresse qui faisait songer aux paroles du prophète : « Le voilà celui qui marche devant la face du Seigneur pour lui préparer les voies. Il éclaire tous ceux qui sont assis dans les ténèbres et dans l'ombre de la mort, il dirige nos pas dans le chemin de la paix. »

N'allons-nous pas voir se réaliser ce qu'annonçait le grand écrivain catholique, lorsqu'il disait à la veille du concile du Vatican : « La politique qui sortira du Concile et qui s'emparera du monde en dépit de tous les efforts contraires, nous la verrons poindre lorsque le Concile sera terminé. Suivant les secrets desseins de Dieu, elle pénètrera les sociétés humaines en décomposition et leur rendra les principes de vie qui les a quittées ou plutôt qu'elles ont voulu affaiblir. Les décrets du concile dans l'ordre social seront quelque chose d'analogue à ce qu'a été dans l'ordre religieux le *credo* de Nicée...

Par delà les longues fumées du combat et l'écroulement, on entrevoit *l'organisation chrétienne et catholique de la démocratie*, on voit renaître la multitude

des nations égales entre elles, libres, formant une confédération universelle dans l'unité de la foi, sous la *présidence du Pontife romain, également protégé et protecteur de tout le monde*, un *peuple saint* comme il y eut un *saint empire*, et cette démocratie baptisée saura faire ce que les monarchies n'ont pas su et n'ont pas voulu faire : elle abolira partout les idoles, elle fera régner universellement le Christ *et fiet unum ovile et unus pastor* (1). »

(1) Rome pendant le Concile, mélanges, 3e série. Veuillot.

FIN

ÉPILOGUE

LE ROLE DE LA FRANCE.

La France pourra être encore le premier soldat de la Providence lans les luttes de l'avenir.

Jamais le schisme ni l'hérésie, ces fruits d'orgueil, ne sont sortis de son sein. Elle n'a point envie de se distinguer par l'étrangeté de ses doctrines, ni de plier le monde à des maximes par elles inventées.

Heureuse si le noble cœur, qu'une résistance énergique sauva des égarements de Luther, n'eût point été livré par un pouvoir complice aux odieux blasphèmes du Génevois Rousseau ! Elle a suivi ce fou, comme s'il eût été un prophète et mis au service de ses doctrines d'enfer, les forces qui combataient jadis pour la vérité.

A l'heure présente, les armées se forment, les camps se tranchent la Franc-maçonnerie et l'Église, le Socialisme et le Christianisme en viennent à se livrer bataille. Il faut suivre César ou Jésus-Christ, l'esclavage ou la liberté ! (1)

O mon pays, votre esprit est trop droit, votre âme trop grande pour hésiter.

(1) M. Bebel, qui est l'auteur d'un livre abominable tendant à détruire la religion, la famille et la propriété, a dit à la Chambre allemande : « Les ultramontains sont nos ennemis mortels

Votre génie a fait de vous un apôtre et jusque dans vos crimes vous avez gardé cet invincible besoin d'aimer de cet amour qui peut encore sauver le monde.

Vous blasphémez Dieu, vous diminuez criminellement la fécondité de votre race; mais Dieu peut encore vous pardonner. Vos religieuses sont en prières, votre or et votre sang coulèrent toujours pour la justice, et vos missions enfantent de partout des enfants au Seigneur.

L'Eglise chez vous, est en butte à une persécution hypocrite; le *peuple* que l'on trompe, est élevé dans la haine.

Catholiques, unissez-vous pour les défendre!

Unissez-vous, pour rendre à l'Eglise la liberté de son culte, de ses associations, de son enseignement et de sa charité.

Unissez-vous, pour réclamer contre toute atteinte à la morale et à la justice dans le gouvernement, la presse, l'administration, les finances et l'organisation du travail.

Unissez-vous, pour abolir le divorce, la loi contre les séminaristes, et la loi de l'école sans Dieu.

Unissez-vous, pour inscrire dans vos lois le repos sacré du dimanche.

Unissez-vous, pour donner aux travailleurs la liberté de s'associer avec leurs maîtres, et de posséder un patrimoine collectif.

En devenant plus vertueux, en évitant le mal, en faisant le bien, en n'étant pas le complice des injustices d'autrui, on travaille toujours à l'avènement d'un régime meilleur.

Point de violence, point de révolutions d'Etat; s'il faut vingt ans pour triompher luttons vingt ans. *Les catholiques combattent toujours et ne désespèrent jamais.*

« Les peuples, disait de Maistre, ont le gouvernement qu'ils méritent. » Cette loi est de Dieu, et qui la respecte assure, tôt ou tard, le triomphe de l'autorité et de la liberté.

Noël, 1890.

TABLE DES MATIÈRES

OUVRAGES A CONSULTER

Léon XIII.	Encycliques.	**Roger et Chernoviz.**
Mgr **Freppel.**	Œuvres oratoires.	**Roger et Chernoviz.**
Le **Père Félix**	Le socialisme devant la Société. Socialisme et christianisme. Le charlatanisme social.	**Roger et Chernoviz.**
M. **Claudio Jannet.**	Le Socialisme d'Etat et la Réforme sociale.	**Plon.**
M. Emile **Keller.**	Les Principes de 1789 et le Syllabus.	**Poussielgue.**
M. Lucien **Brun.**	Études sur le Droit.	**Poussielgue.**
M. Frédéric **Le Play.**	La Réforme sociale en France.	
M. le chanoine **Winterer.**	Le Socialisme contemporain. Trois années de l'histoire du socialisme. Le Danger social.	**Palmé.**
M. le chanoine **Winterer.**	Le Socialisme international.	**Lecoffre**
Don **Sarda y Salvany.**	Le libéralisme est un péché.	**Retaux Bray**

5402. — ABBEVILLE, TYP. ET STÉR. A. RETAUX. — 1891.

ABBEVILLE, TYP. ET STÉR. A. RETAUX.

